ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 10 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1023 ■

PÉTROLE

Le Brent en légère baisse à près de 97,5 dollars le baril

P 16

RÉFORME ET RÉORGANISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Les orientations du Président Tebboune

La sécurité alimentaire et la protection de la santé publique ont constitué les principales priorités de la réunion du Conseil des ministres, présidée dimanche par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Consacrée à l'examen de l'état et des perspectives du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, cette réunion a débouché sur une série d'instructions visant à mieux organiser la production agricole, à sécuriser l'approvisionnement du marché national et à renforcer le contrôle des produits importés P 3

Souveraineté alimentaire: Les leviers d'une nouvelle stratégie agricole



RECHERCHE ET INNOVATION

L'Algérie instaure le mécanisme « Innovate or Pay »

L'Algérie met en place un nouveau mécanisme destiné à encourager les entreprises économiques, publiques comme privées, à investir davantage dans la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation. Baptisé « Innovate or Pay » (Innover ou payer), ce dispositif repose sur l'affectation d'une partie d'une taxe spécifique au financement de projets innovants, qui mobiliseront les compétences nationales, les universités, les centres de recherche et les startups. Il vise ainsi à renforcer la souveraineté technologique du pays et à réduire sa dépendance aux solutions importées.

P 2

CONTRÔLE DES PRODUITS IMPORTÉS

17 nouveaux laboratoires aux frontières

L'Algérie s'apprête à renforcer son dispositif de contrôle de la qualité et de la conformité des produits importés à travers la mise en place de 17 nouveaux laboratoires au niveau des ports, des aéroports et des postes frontaliers terrestres. Cette nouvelle infrastructure permettra d'accélérer les analyses, de prévenir les risques sanitaires et de réduire les délais d'immobilisation des marchandises. L'objectif est de renforcer la protection du consommateur tout en facilitant les opérations de dédouanement.

P 2

INTÉGRATION AFRICAINE ET ZLECAF

Émergence endogène, logistique et positionnement stratégique de l'Algérie

L'Afrique représente un potentiel gisement de croissance encore sous-exploité pour l'économie algérienne. Entre la nécessité de diversifier les exportations hors-hydrocarbures et l'urgence de renforcer les échanges intra-africains, les leviers d'intégration continentale constituent désormais un impératif stratégique majeur.

Par Dr Kahina Mellab

P 5

PROJETS INNOVANTS

La COSOB disposée à accompagner les entreprises économiques P 2

ALGERIAN QATARI STEEL

Exportation de 545.000 tonnes de produits sidérurgiques depuis début 2026 P 4

RACCORDEMENT DES WILAYAS DE L'INTÉRIEUR AUX STATIONS DE DESSALEMENT

Les préparatifs s'accélèrent en prévision du lancement des projets P 16

BEJAIA

Plus de 2.000 inscrits à la deuxième édition du programme "Sanâa"

Plus de 2.000 stagiaires se sont inscrits au programme de formation "Sanâa 2" dans la wilaya de Bejaia, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels.
Lancée samedi dernier à Bejaia, cette deuxième édition a enregistré 2.019 inscriptions, témoignant de l'engouement des jeunes pour ce dispositif, a indiqué à l'APS, la directrice de la formation et de l'enseignement professionnels, Fatiha Redaoui, précisant que le programme propose des formations pratiques de 90 heures dans différents domaines.
La première session du programme regroupe 738 stagiaires, répartis en 27 groupes au niveau d'une quinzaine d'établissements de formation professionnelle à travers la wilaya, a ajouté Mme Redaoui.
La même responsable a précisé que le programme se poursuivra tout au long de l'année afin de permettre à tous les inscrits d'en bénéficier.
Mme Redaoui a indiqué que les stagiaires suivront des cours pratiques chaque samedi dans plusieurs spécialités, notamment la peinture du bâtiment, l'électricité du bâtiment, le froid et la climatisation, le soudage, la plomberie, les installations sanitaires, ainsi que les travaux de plâtre (placoplâtre).
La première édition de "Sanâa" avait enregistré l'inscription d'un total de 2.250 jeunes dans plusieurs formations, selon les chiffres des services de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

R E.

RECHERCHE ET INNOVATION

L'Algérie instaure le mécanisme «Innovate or Pay»

L'Algérie met en place un nouveau mécanisme destiné à encourager les entreprises économiques, publiques comme privées, à investir davantage dans la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation. Baptisé « Innovate or Pay » (Innover ou payer), ce dispositif repose sur l'affectation d'une partie d'une taxe spécifique au financement de projets innovants, qui mobiliseront les compétences nationales, les universités, les centres de recherche et les startups. Il vise ainsi à renforcer la souveraineté technologique du pays et à réduire sa dépendance aux solutions importées.

Par S. R.

Présentant les contours de ce dispositif, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a expliqué qu'il constitue une nouvelle étape dans la consolidation de l'écosystème national de l'innovation. « Aujourd'hui, les entreprises économiques sont appelées à financer la recherche scientifique et le développement technologique en s'appuyant sur les compétences algériennes », a-t-il déclaré lors de son intervention à l'émission « Forum El Oula » de la « Chaîne I » de la Radio nationale.
Le mécanisme cherche à instaurer un lien direct entre les besoins des entreprises et les capacités d'innovation disponibles à l'échelle nationale. Concrètement, les opérateurs économiques pourront y recourir pour soumettre leurs problématiques aux universités, aux centres de recherche et aux startups, afin que ceux-ci développent des solutions technologiques adaptées à leurs activités. Cette démarche concerne l'ensemble des secteurs, notamment le bâtiment, les travaux publics, la santé, l'énergie et l'agriculture.
Pour le ministre, l'enjeu est de faire évoluer les pratiques des entreprises en les incitant à privilégier les compétences locales. « Le mécanisme va créer automatiquement une dynamique gagnant-gagnant entre l'entreprise économique qui expose son problème et les organismes capables d'apporter une solution, qu'il s'agisse d'une start-up, d'une université ou d'un centre de recherche », a-t-il souligné.
Cette orientation répond également à un objectif de souveraineté technologique : les solutions conçues localement doivent permettre aux entreprises de réduire leur recours aux technologies importées, tout en bénéficiant d'outils mieux adaptés aux spécificités de l'économie nationale, plus faciles à maintenir et à actualiser.
Parallèlement, le dispositif devrait offrir aux startups des opportunités concrètes de collaboration avec le secteur économique, de développement de leur chiffre d'affaires et d'élargissement de leurs marchés.
Autre particularité du mécanisme, sa mise en œuvre reposera entièrement sur une plateforme numérique. Celle-ci permettra de suivre les différentes étapes du processus et de disposer, en temps réel, de données précises sur les dépenses engagées, les domaines concernés et les bénéficiaires des financements, qu'il s'agisse de start-up, d'universités ou de centres de recherche. « Tout le processus d'Innovate or Pay se déroulera à 100 % de manière numérique, ce qui nous permettra de connaître avec précision le volume des dépenses et leur répartition par domaine et par entreprise », a précisé Noureddine Ouadah.
Enfin, le ministre a indiqué que ce mécanisme s'inscrit dans une ambition plus large de rapprochement avec les standards internationaux en matière de financement de l'innovation. L'objectif affiché est que le secteur économique finance la recherche scientifique et l'innovation à un niveau au moins deux fois supérieur à celui de l'État.
Les autorités espèrent que cette nouvelle approche contribuera à améliorer le classement de l'Algérie dans l'Indice mondial de l'innovation (Global Innovation Index), notamment à l'horizon 2027.
Ce dispositif vient ainsi compléter les mesures engagées depuis 2020 pour structurer l'économie de la connaissance et renforcer la contribution des entreprises au développement technologique national.

VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le ministre de l'Enseignement supérieur préside une réunion d'évaluation

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a tenu une réunion avec plusieurs directeurs d'écoles et de centres de recherche scientifique, consacrée à l'évaluation de la situation de la valorisation des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation, notamment dans le domaine des systèmes autonomes, indique lundi un communiqué du ministère.
Dans le cadre du "renforcement du rôle de la recherche scientifique dans la construction de l'économie du savoir et la consolidation de la souveraineté technologique nationale", M. Baddari a présidé, dimanche, une réunion en présence du directeur de l'Ecole nationale supérieure des systèmes autonomes (ENSSA), du directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, ainsi que des directeurs du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) et du Centre de développement des technologies avancées (CDTA), précise la même source.
Cette réunion a été consacrée à "l'évaluation de la situation de la valorisation des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation, notamment dans le domaine des systèmes autonomes, englobant les robots intelligents, les drones, les véhicules autonomes, les systèmes embarqués ainsi que les applications de l'intelligence artificielle et du contrôle autonome".
Dans ce contexte, l'accent a été mis sur "la nécessité de faire passer rapidement ces résultats de la phase de recherche et de développement à celle de la réalisation de prototypes et de solutions technologiques susceptibles d'être industrialisées et commercialisées, tout en renforçant la complémentarité entre l'ENSSA et les centres de recherche, afin de mobiliser les compétences nationales et les potentialités scientifiques et technologiques au service du développement de produits à forte valeur ajoutée", conclut le communiqué.

R E.

PROJETS INNOVANTS

La COSOB disposée à accompagner les entreprises économiques

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a fait état, hier, de sa disposition à accompagner les entreprises économiques souhaitant bénéficier des mécanismes de financement alternatifs qu'elle encadre, lesquels offrent la possibilité d'orienter les investissements vers les projets innovants.
"Suite à la publication de l'arrêté interministériel du 11 octobre 2026, fixant les secteurs concernés par les activités de recherche, de développement ou d'innovation, ainsi que les modalités d'application de la taxe de la recherche, du développement ou d'innovation, en application des dispositions de l'article 119 de la loi de finances pour 2026, publié au Journal officiel N77 du 4 novembre 2026, le rôle des mécanismes de financement alternatifs supervisés par la COSOB prend toute son importance, en tant que canaux de financement auxquels les entreprises économiques peuvent recourir pour orienter leurs investissements vers l'innovation et les Start-up", précise le communiqué.
A ce titre, la Commission a rappelé ses efforts visant à mettre en place un cadre réglementaire permettant d'activer une série de mécanismes alternatifs de financement et d'investissement, notamment les fonds commun de placement à capital risque (FCPR), et les sociétés d'investissement à capital-risque (SICAR), ainsi que le financement participatif via les plateformes agréées par la COSOB, conformément au règlement 23-01 du 12 avril 2023 et au règlement 24-02 du 23 octobre 2024.
Ces mécanismes permettent aux entreprises économiques d'orienter leurs investissements vers les Start-up et les projets innovants, afin de tirer parti des avantages prévus par l'arrêté précité et de s'appuyer sur des canaux de financement diversifiés et complémentaires à ses objectifs, ajoute la Commission. A cet égard, la COSOB a réaffirmé sa disposition à accompagner les entreprises économiques souhaitant bénéficier des mécanismes alternatifs de financement et d'investissement qu'elle encadre, en leur apportant conseil et assistance dans les domaines relevant de ses compétences, notamment concernant les exigences et les procédures réglementaires y afférentes.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉFORME ET RÉORGANISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Les orientations du Président Tebboune

La sécurité alimentaire et la protection de la santé publique ont constitué les principales priorités de la réunion du Conseil des ministres, présidée dimanche par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Consacrée à l'examen de l'état et des perspectives du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, cette réunion a débouché sur une série d'instructions visant à mieux organiser la production agricole, à sécuriser l'approvisionnement du marché national et à renforcer le contrôle des produits importés.

Par Selma R.

Dans le secteur agricole, le président de la République a ordonné l'élaboration d'un nouveau plan d'organisation de l'agriculture à l'échelle locale, afin de garantir davantage de transparence et de disposer d'un recensement moderne et plus précis. Cette réorganisation devra s'appuyer sur la création immédiate d'un service consacré aux statistiques, qui couvrira l'ensemble des activités et métiers du secteur. L'objectif affiché est de prévenir les retards dans l'approvisionnement du marché national, notamment en produits de large consommation. Dans cette optique, le Conseil a décidé de créer un office dédié aux légumes secs, tandis que les céréales continueront de relever de la compétence de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Le président Tebboune a par ailleurs insisté sur la préparation, dès le mois de novembre, de la prochaine campagne de moisson, en garantissant aux zones de production les moyens de mécanisation nécessaires, en quantité comme en qualité.

La mobilisation des capacités de production nationales suppose également de lutter contre les pratiques qui perturbent la disponibilité des produits. À ce titre, le chef de l'État a ordonné de combattre toutes les formes de rétention des productions agricoles par les agriculteurs, rappelant que l'État a ouvert la voie à l'achat des cultures stratégiques aux meilleurs prix. Il a également interdit de laisser les terres agricoles en friche ou sans exploitation, et appelé à lutter contre la fraude, de la production à la distribution et à l'approvisionnement. Une autre mesure a été annoncée : l'interdiction totale de l'utilisation du maïs comme fourrage vert dans l'alimentation du bétail. Selon le communiqué, cette pratique n'a produit d'effet positif ni sur la production de viande ni sur la couverture des besoins du marché national, tout en provoquant une forte pénurie de maïs grain.

La préservation de la santé du citoyen constitue l'autre volet majeur des orientations présidentielles. Le chef de l'État a ordonné l'augmentation du nombre de laboratoires de contrôle dans les ports et les aéroports, estimant nécessaire de ne plus se limiter aux deux laboratoires actuellement en place. Ce renforcement devra concerner en priorité les ports les plus actifs, notamment ceux d'Oran, de Mostaganem, de Ghazaouet, de Jijel et d'Annaba.

Ce dispositif de contrôle devra être accompagné d'un durcissement du cadre juridique. Le ministre de la Justice a ainsi été chargé de renforcer les dispositions légales en prévoyant des peines maximales contre toute implication délibérée dans l'introduction, sur le territoire national, de substances et de produits présentant un danger pour la santé publique, que ce soit par les ports, les aéroports ou les frontières terrestres. Dans le même sens, le président de la République a appelé le Gouvernement à mobiliser ses services 24 heures sur 24, chacun dans son domaine de compétence, afin de protéger la sécurité et la santé des citoyens face aux risques liés à l'importation de produits dangereux.

Enfin, ces orientations s'accompagnent d'un volet organisationnel et numérique. Les membres du Gouvernement devront intégrer les statistiques de leurs départements dans les systèmes de la plateforme numérique nationale du Haut-commissariat à la numérisation. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture devra présenter un nouvel exposé au Conseil des ministres sur l'état d'application des recommandations et sur les effets de la loi d'orientation agricole.

DEUX PROJETS STRATÉGIQUES AU PROGRAMME DE SA VISITE

Le ministre de l'Énergie et des EnR attendu aujourd'hui à Laghouat

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, effectuera aujourd'hui, mardi 10 novembre, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Laghouat, a annoncé le ministère dans un communiqué.

Cette visite sera consacrée, selon la même source, au suivi de l'avancement de plusieurs projets structurants visant à renforcer les capacités nationales de production d'électricité et à améliorer la qualité du service public.

Le ministre Adjal procédera notamment l'inauguration d'une nouvelle centrale électrique dans la commune de Hassi R'Mel, d'une capacité de production de 386 mégawatts (MW). Cette infrastructure vient renforcer le dispositif national de production d'électricité et contribuer à répondre à l'évolution de la demande en énergie électrique.

Le ministre inspectera également les travaux de réalisation du projet d'interconnexion électrique Nord-Sud en haute tension de 400 kilovolts (kV), une infrastructure stratégique destinée à consolider le réseau électrique national, à renforcer sa fiabilité et à accroître ses capacités de transport de l'électricité, notamment vers les régions du Sud.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des projets en cours de réalisation et de l'évaluation de leur niveau d'avancement, dans le cadre des efforts visant à consolider les infrastructures énergétiques nationales et à assurer un service public de qualité.

R E.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Les leviers d'une nouvelle stratégie agricole

Synthèse Z R.

Face aux défis climatiques, aux tensions géopolitiques et aux impératifs de souveraineté alimentaire, la réorganisation du secteur agricole s'impose comme un chantier stratégique nécessitant une approche intégrée, fondée sur la planification scientifique, la modernisation de la gestion et la diversification de la production.

C'est le constat partagé par le consultant international en économie, Abderrahmane Hadef, et l'expert agricole Laâla Boukhalfa, qui ont mis en avant plusieurs leviers pour améliorer les performances du secteur et renforcer sa contribution à l'économie nationale.

Pour Abderrahmane Hadef, les orientations formulées par le président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des ministres constituent une feuille de route pour engager une transformation profonde du système agricole. Celle-ci doit permettre de dépasser les méthodes de gestion traditionnelles au profit d'un modèle productif et intégré, capable de répondre aux besoins nationaux, de garantir la régularité de l'approvisionnement et de réduire la dépendance aux marchés extérieurs.

Le consultant a estimé, lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale « Chaîne I », que cette démarche doit d'abord reposer sur une meilleure connaissance des potentialités agricoles de chaque région. Il préconise, à cet effet, la mise en place d'un réseau local de statistiques et d'enquêtes de terrain, avec la participation de l'Office national des statistiques (ONS), des chercheurs et des techniciens. La numérisation et l'exploitation des données permettraient ainsi de suivre l'activité agricole, d'identifier les capacités productives et d'adapter les décisions publiques aux spécificités de chaque wilaya.

Cette modernisation doit également concerner la gouvernance du secteur. Hadef a plaidé pour une coordination renforcée entre les différentes structures, un meilleur accompagnement des producteurs et une clarification des responsabilités, tout en liant la gestion aux résultats. Il a recommandé, en outre, de recenser les opérateurs et les intervenants des différentes filières afin de distinguer les producteurs des intermédiaires et de mieux identifier les pratiques spéculatives.

De son côté, Laâla Boukhalfa inscrit cette réorganisation dans un contexte marqué par les changements climatiques et les menaces sur les ressources naturelles. Il a souligné que l'agriculture doit devenir un pilier central de la souveraineté alimentaire, tout en saluant la création d'un secrétariat d'État chargé des forêts et d'un ministère délégué chargé de la pêche. Dans un post sur son compte officiel « Facebook », Boukhalfa a toutefois proposé d'élargir les attributions de ce dernier aux ressources halieutiques, compte tenu des potentialités offertes par le littoral algérien, long de plus de 2 000 kilomètres, ainsi que par les barrages et les plans d'eau susceptibles de soutenir l'aquaculture.

L'expert relève, dans ce contexte, la faiblesse de la consommation nationale de poisson, qu'il situe à 2,53 kg par habitant et par an, contre plus de 12 kg dans certains pays voisins. Il estime que le développement de la production halieutique pourrait contribuer à diversifier les sources de protéines et à améliorer la disponibilité de ce produit sur le marché national.

Boukhalfa a également plaidé pour la création d'un ministère délégué chargé des ressources animales et de la santé vétérinaire, afin de mieux encadrer les filières d'élevage et de renforcer la production de viandes rouges et blanches.

Enfin, l'expert a mis l'accent sur le développement du maïs fourrager, qu'il présente comme un élément important de l'alimentation des vaches laitières. Il a estimé que sa production peut être conciliée avec celle du maïs-grain, à condition de disposer des équipements de séchage nécessaires pour maîtriser le taux d'humidité. Cette complémentarité permettrait, selon lui, de mieux valoriser les cultures stratégiques et de soutenir la production laitière.

TRAVAUX PUBLICS

Installation de 24 directeurs de wilaya dans le cadre de promotions et de mutations

Les cérémonies d'installation des directeurs, concernés par les promotions et les mutations ayant touché les directeurs des travaux publics dans 24 wilayas, se sont déroulées dimanche, dans le cadre du renforcement de l'efficacité de la gestion locale et du suivi de la réalisation des projets de développement du secteur, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.
Cette opération, décidée par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a concerné la promotion de 13 cadres au poste de directeur des travaux publics dans les wilayas, ainsi que la mutation de 11 directeurs vers d'autres wilayas, précise le communiqué.
Les cérémonies d'installation se sont déroulées dans plusieurs wilayas concernées, en présence de cadres centraux du ministère et des walis. L'opération se poursuivra lundi dans les wilayas restantes.
Ces changements visent à insuffler une nouvelle dynamique à la performance des directions de wilaya et à améliorer leur gestion, à même de contribuer à l'amélioration de la qualité de réalisation des projets, au respect des délais d'exécution et au renforcement de l'efficacité du service public.
Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur visant à consacrer les principes de compétence et de mérite, à valoriser les ressources humaines et à renforcer les performances des structures locales.
Ces changements se poursuivront à l'avenir en fonction des exigences de gestion et des besoins du secteur, conclut le communiqué.

APS

ALGERIAN QATARI STEEL

Exportation de 545.000 tonnes de produits sidérurgiques depuis début 2026

Les exportations de la société Algerian Qatari Steel (AQS), située dans la zone industrielle de Bellara, dans la commune d'El Milia (wilaya de Jijel), ont atteint 545.000 tonnes de produits sidérurgiques depuis le début de l'année 2026, indique un communiqué publié dimanche par cette société. Le document précise que "les exportations de la société AQS ont atteint, entre le début de l'année 2026 et le mois de novembre courant, 545.000 tonnes représentant une valeur de plus de 274 millions de dollars américains". Un chiffre qui reflète, selon cette source "le développement continu des capacités de production et d'exportation de la société qui a réussi à renforcer la présence de ses produits sur les marchés internationaux".
Depuis le début de la semaine en cours, "AQS a exporté 99. 470 tonnes de divers produits en acier pour une valeur totale dépassant les 39 millions de dollars américains, vers l'Arabie Saoudite et la Lituanie", ajoute le même communiqué.
Ces résultats confirment, selon le document, "la place qu'occupe désormais la société AQS qui s'affirme en tant qu'un des principaux acteurs du secteur de la sidérurgie en Algérie, et qui confirme son rôle central dans la valorisation des ressources et des capacités industrielles nationales, ainsi que dans la diversification de l'économie nationale et le renforcement des revenus des exportations hors hydrocarbures".
Le communiqué d'AQS met également en avant "l'engagement de la société à poursuivre le développement de son activité d'exportation et à s'ouvrir sur de nouveaux marchés internationaux, ce qui renforcera la compétitivité du produit algérien et consolidera sa présence en tant que produit industriel répondant aux exigences des marchés mondiaux".

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

4 individus placés en détention provisoire pour spéculation illicite sur l'huile alimentaire subventionnée

Le juge d'instruction près le pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed a ordonné, dimanche, le placement en détention provisoire de 4 individus, dans une affaire de spéculation illicite sur l'huile alimentaire subventionnée destinée à la consommation humaine, indique un communiqué du parquet de la République près le même tribunal.
"Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed informe l'opinion publique qu'à la suite de l'enquête préliminaire menée par la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Chaïba (Tipasa), un groupe criminel composé de cinq indivius a été arrêté pour spéculation illicite sur l'huile alimentaire subventionnée destinée à la consommation humaine et détournement de sa destination privilégiée, en la revendant au propriétaire d'une société commerciale spécialisée dans la production de chips", précise la même source.
"Il s'agit des dénommés Karoui Lamouri Abdelwahed, âgé de 30 ans, Bouguerine Abderrahmane, âgé de 41 ans, Hadj Moussa Tahar, âgé de 57 ans, gérant d'une entreprise de production de chips, et Haddad Abdelhafid, âgé de 41 ans, responsable des achats au sein de la même entreprise. Quant au dénommé Karoui Houssam Eddine, âgé de 27 ans, il demeure en état de fuite, son identité complète ayant été établie", selon la même source.
Dans le cadre de cette opération, il a également été procédé à la saisie des éléments suivants :"Un camion transportant quatre citernes d'une capacité de 1 000 litres chacune, contenant environ 3 500 litres d'huile subventionnée, après transvasement dans lesdites citernes, sans factures et destinés à la spéculation illicite. Il s'agit également d'n entrepôt dans lequel ont été saisis cinquante (50) bidons de cinq litres remplis d'huile subventionnée, des marques Safia Agrodiv et Sim, ainsi que six (6) citernes vides d'une capacité de 1 000 litres chacune, contenant des résidus d'huile, un chariot élévateur destiné à la manutention et au chargement des citernes remplies, un autre camion transportant environ 350 bidons vides de marque "Lalla Fatima", fabriqués par la société NIDAO, ainsi que 350 autres bidons vides de marque "Zitna", fabriqués par la société SIM. Ces emballages étaient destinés à la spéculation illicite et étaient dépourvus de factures", selon le communiqué. "En date du 8 novembre 2026, et après la présentation des suspects devant le parquet de la République, des poursuites judiciaires ont été engagées à leur encontre dans le cadre d'une information judiciaire pour les délits de spéculation illicite, de détournement d'un produit de sa destination privilégiée, de défaut de facturation et de blanchiment d'argent".
"Après avoir entendu les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire", conclut le communiqué.

APS

MOBILIS LANCE LE CHALLENGE "MU CHAMPIONS"

Des récompenses financières et des smartphones à gagner chaque semaine

L'opérateur Mobilis a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement d'un nouveau challenge national baptisé "MU Champions", destiné à récompenser ses clients qui consomment et cumulent le plus d'unités Mobilis (Mobilis Unit), dans le cadre de ses offres "Revolution". Ce challenge s'adresse à deux catégories de clients : les six (6) meilleurs consommateurs d'unités "MU" et les six (6) meilleurs collecteurs de ces unités.
Douze (12) gagnants seront annoncés chaque jeudi, à raison de six (6) lauréats pour chaque catégorie. Les six meilleurs consommateurs bénéficieront de récompenses financières hebdomadaires pouvant atteindre 100 millions de centimes, tandis que les six meilleurs collecteurs remporteront, chaque semaine, des smartphones d'une valeur pouvant atteindre 35 millions de centimes, selon leur classement et le nombre d'unités consommées ou cumulées.
Les unités sont calculées selon un barème fixant cinq (05) unités pour une (01) minute de communication, dix (10) unités pour un (01) message, et 50 unités pour un (01) gigabit d'Internet.
Les noms des lauréats seront publiés sur les pages officielles de Mobilis, selon la même source.

R E

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	117	124	109	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	179	196	162	الطماطم	
	Oignon sec	107	114	99	البصل الجاف	
	Ail sec	863	940	786	الثوم الجاف	
	Carotte	122	132	112	الجزر	
	Navet	121	131	111	اللفت	
	Poivron	142	154	129	الفلفل الاخضر	
	Piment	151	164	137	الفلفل الحار	
	Courgette	125	136	113	الكوسة	
	Haricot vert	208	227	189	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	125	137	113	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	425	522	328	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	455	566	343	التمر	
	Raisin	347	393	301	العنب	
	Grenade	175	206	143	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2227	2352	2101	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	449	461	437	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	0,80	3,48	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	NC	0,00	0,78	1,63	118,57	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	0,01	7,56	7,64	5530	7 742 000,00
BIOPHARM	BIO	2 358,00	NC	0,00	0,10	-5,19	6,36	7,21	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 995,00	1995,00	0,00	-0,14	-7,84	8,27	8,77	4429	8 835 855,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-2,01	-4,24	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	4,93	1,24	7,78	0	0,00

INTÉGRATION AFRICAINE ET ZLECAF

Émergence endogène, logistique et positionnement stratégique de l'Algérie

L'Afrique représente un potentiel gisement de croissance encore sous-exploité pour l'économie algérienne. Entre la nécessité de diversifier les exportations hors-hydrocarbures et l'urgence de renforcer les échanges intra-africains, les leviers d'intégration continentale constituent désormais un impératif stratégique majeur.

Par Dr Kahina Mellab (*)



Cette ambition s'inscrit dans la continuité des grandes orientations économiques engagées dès la fin des années 2000, qui visaient à éliminer les disparités territoriales et à désenclaver les régions de l'intérieur et du Sud pour en faire de véritables hubs de développement.
C'est précisément cette assise territoriale rééquilibrée qui offre aujourd'hui à l'Algérie les infrastructures de base indispensables pour se projeter vers le marché continental et nouer des partenariats stratégiques durables avec l'ensemble des 55 États membres de l'Union Africaine (UA).
Organisé sous la présidence du Dr Kahina Mellab (Maître de recherche au CREAD, membre de l'OMEI (Ordre Mondial des Experts Internationaux) et porteuse du projet de recherche sur la ZLECAf au CREAD), le colloque national intitulé « L'Afrique face au défi de la souveraineté économique : quels leviers de diversification pour un développement endogène ? » s'est tenu le 4 novembre 2026 au sein de l'établissement EMTO - INSIM Tizi Ouzou. Cet événement scientifique majeur a réuni experts, institutionnels et enseignants-chercheurs pour poser le diagnostic précis des verrous structurels et tracer une feuille de route rigoureuse pour une intégration économique réussie.

Un constat continental et l'urgence d'une souveraineté économique

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) couvre un marché théorique de 1,3 milliard de consommateurs réuni par plus de 47 pays ratificateurs. Bien que des étapes institutionnelles majeures aient été franchies depuis le lancement des échanges en 2021 jusqu'à l'extension de l'Initiative de Commerce Guidé et le déploiement du système de paiement PAPSS , le commerce intra-africain stagne toujours entre 15 % et 18 % du total des échanges continentaux.
Pour mesurer l'ampleur du retard d'intégration continentale, ce chiffre prend toute sa dimension lorsqu'il est mis en perspective avec les performances des autres grands blocs régionaux à travers le monde :
• Union Européenne (UE) : Les échanges intrarégionaux représentent près de 68 % à 70 % du commerce total des pays membres, tirés par une intégration industrielle poussée et une libre circulation fluide.
• Asie (ASEAN et Asie de l'Est) : Le commerce intrazone s'élève à environ 55 % à 60 %, porté par des chaînes de valeur régionales fortement interconnectées dans les technologies et la manufacture.
• Amérique du Nord (ACEUM / ALENA) : Les flux commerciaux régionaux atteignent plus de 50 % du total de la zone.
• Amérique latine (MERCOSUR et communauté andine) : Le commerce intrarégional oscille entre 15 % et 20 %, une performance comparable à celle du continent africain, freinée également par une concentration sur l'exportation de matières premières.
Cette situation s'explique par la primarisation des exportations, le maintien de barrières non tarifaires et des surcoûts logistiques qui atteignent 20 % à 25 % du PIB dans des économies comme l'Algérie. Pour affranchir le continent des chocs extérieurs et éviter le piège d'un simple abaissement douanier passif, les travaux du colloque recommandent de dépasser les grilles de lecture standardisées et de renoncer au mimétisme institutionnel. L'objectif est de bâtir une « souveraineté en bouclier », inspirée des réussites d'intégration endogène comme la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), tout en sécurisant les filières agroalimentaires face à la dépendance extérieure et en instaurant des règles strictes de localisation des données numériques.

Les quatre axes de la feuille de route stratégique pour l'Algérie

Avec la mise en œuvre opérationnelle du démantèlement tarifaire initiée en octobre 2024, l'Algérie doit structurer sa démarche autour de quatre piliers prioritaires :
• Modernisation et connectivité logistique transfrontalière : Il s'agit de finaliser les corridors stratégiques comme la Route Transsaharienne (RTS) reliant Alger à Lagos via Tamanrasset, d'accélérer l'axe vers la Mauritanie et de créer des lignes maritimes directes vers les ports africains pour éviter les surcoûts de transbordement. Ce dispositif est appuyé par l'implantation de hubs logistiques multimodaux et de zones franches dans les wilayas du Sud (Tamanrasset, Adrar, Tindouf, Illizi), combinée à la dématérialisation douanière et à des contrôles intégrés pour diviser par trois les temps de passage aux frontières.
• Intégration industrielle et chaînes de valeur régionales : La stratégie cible des filières à fort potentiel d'exportation telles que les matériaux de construction (ciment, fer, acier), la chimie, les engrais, l'agro-industrie et le secteur pharmaceutique, tout en développant l'assemblage mécanique et électroménager. Elle implique d'inciter les industriels à respecter les taux d'intégration nationale exigés par la ZLECAf et de s'appuyer sur des laboratoires certifiés pour garantir la conformité aux normes de l'Organisation africaine de normalisation (ARSO).
• Instruments financiers et ancrage bancaire international : Pour réduire la dépendance aux devises tierces et sécuriser les échanges, la démarche préconise la généralisation du système PAPSS au sein des banques commerciales pour régler les transactions en dinars et monnaies locales. Elle s'accompagne de l'ouverture de filiales de banques publiques algériennes en Afrique subsaharienne (Mauritanie, Sénégal, Niger) et de la mobilisation des guichets d'Afreximbank et de son fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars pour financer les infrastructures et accompagner la transition tarifaire.
• Territorialisation, innovation et économie circulaire : L'ancrage local repose sur le déploiement d'incubateurs et de fonds d'amorçage dans les universités de l'intérieur et du Sud pour soutenir les start-up de la LogTech et de l'AgriTech. Sur le plan environnemental et économique, la stratégie préconise de basculer de l'enfouissement passif vers la valorisation industrielle des 13,5 millions de tonnes de déchets ménagers produits annuellement en Algérie. En visant 30 % à 60 % de recyclage structuré, cette démarche permettrait de récupérer une valeur marchande inexploitée estimée à plus de 200 milliards de dinars grâce à la formalisation du secteur informel et à l'instauration de quotas d'achats publics recyclés.

(*) Maître de recherche au CREAD, membre de l'OMEI (Ordre Mondial des Experts Internationaux)

CONTRÔLE DES PRODUITS IMPORTÉS

17 nouveaux laboratoires aux frontières

Par Z R.

L'Algérie s'apprête à renforcer son dispositif de contrôle de la qualité et de la conformité des produits importés à travers la mise en place de 17 nouveaux laboratoires au niveau des ports, des aéroports et des postes frontaliers terrestres. Cette nouvelle infrastructure permettra d'accélérer les analyses, de prévenir les risques sanitaires et de réduire les délais d'immobilisation des marchandises. L'objectif est de renforcer la protection du consommateur tout en facilitant les opérations de dédouanement.
Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, chaîne III, la directrice du développement et du suivi des laboratoires au ministère du Commerce intérieur, Yasmina Kemali, a indiqué que ce programme s'inscrit dans le prolongement des instructions du président de la République, données lors du Conseil des ministres du 7 juin 2026, relatives à la mise en place de laboratoires de contrôle des produits importés aux frontières.
Selon elle, le dispositif prévoit la réalisation de 17 laboratoires, dont 10 au niveau des ports et sept dans les aéroports et les postes frontaliers terrestres. Ces structures seront réparties selon trois typologies, en fonction de la nature des sites et du volume des marchandises traitées. Les laboratoires pilotes du port d'Alger et de l'aéroport international d'Alger ont déjà été réalisés, avec le concours du ministère de la Défense nationale, dans un délai de 60 jours et selon des normes internationales, a-t-elle précisé.
La responsable a souligné que ces infrastructures seront dotées d'équipements de haute technologie permettant de réaliser des analyses rapides, grâce notamment à des automates de screening. Leur mise en service doit contribuer à réduire considérablement les délais d'obtention des résultats, à renforcer la sécurité sanitaire et à fluidifier le traitement des marchandises aux frontières.
À ce titre, elle a cité l'exemple de l'appareil NIR portable, utilisé notamment pour l'analyse du lait en poudre et du lait infantile, dont les résultats peuvent être obtenus en 30 secondes. D'autres équipements permettront de procéder à des analyses microbiologiques, notamment par PCR et ELISA, ainsi qu'au dépistage de contaminants et de substances susceptibles de présenter un risque pour la santé du consommateur.
La responsable a également expliqué que les nouveaux équipements couvriront une large gamme de produits alimentaires et non alimentaires, notamment les viandes, les volailles, les poissons, les conserves, les produits cosmétiques, les emballages et les matières plastiques. Certaines analyses, qui nécessitaient auparavant plusieurs jours, pourront désormais être réalisées en quelques secondes à une demi-heure, tandis que les analyses microbiologiques pourront être effectuées en une demi-journée.
Sur le plan organisationnel, la responsable a fait état d'un travail de coordination avec plusieurs départements ministériels, notamment ceux de la Santé, de l'Enseignement supérieur, de l'Agriculture et de l'Énergie. Cette coopération vise à mettre à profit les compétences et les équipements existants, tout en assurant une complémentarité entre les différents réseaux de laboratoires.
Dans ce cadre, l'invité de la radio a rappelé que le ministère du Commerce dispose actuellement de 42 laboratoires de répression des fraudes, relevant du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), ainsi que d'un Laboratoire national d'essais (LNE). Le nombre de ces structures relevant du secteur devrait atteindre 58 à l'horizon 2027.
Une plateforme numérique de géolocalisation, baptisée « Géolab », est également en cours d'élaboration afin de recenser les laboratoires existant à l'échelle nationale et de faciliter leur coordination. Elle permettra notamment d'identifier les missions de chaque structure et de renforcer les échanges entre les différents départements concernés.

BEJAIA

Lancement d'un programme d'entretien des réseaux de gaz naturel en prévision de l'hiver

Un vaste programme d'entretien et de maintenance des réseaux de distribution de gaz naturel a été lancé à travers les communes de la wilaya de Bejaia, en prévision de la saison hivernale, afin de renforcer la sécurité des installations et d'assurer la continuité de l'alimentation en gaz, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction de distribution de Sonelgaz de Bejaia.
Le programme porte notamment sur la vérification et l'entretien des ouvrages de distribution du gaz naturel, dont les vannes, les postes de distribution, les branchements collectifs et individuels, ainsi que les colonnes montantes des immeubles, indique un communiqué de Sonelgaz.
Des opérations de détection des fuites de gaz sont également menées dans le cadre du programme, à l'aide d'équipements spécialisés, notamment des appareils de recherche systématique de fuites (RSF), visant à prévenir les anomalies et à réduire les risques d'explosion, souligne la même source.
Ainsi, les campagnes de sensibilisation aux dangers liés au monoxyde de carbone (CO), se poursuivent à travers les différentes communes de la wilaya, indique la Direction de distribution de Sonelgaz de Bejaia.
Les services de Sonelgaz insistent sur la nécessité d'assurer un entretien régulier des installations intérieures de gaz naturel et des différents équipements, afin de garantir la sécurité des foyers, tout en mettant en garde contre les modifications non conformes de ces installations.
A noter que la wilaya de Bejaia affiche un taux de raccordement au réseau de gaz naturel supérieur à 90 %, avec une moyenne annuelle de 19.000 nouveaux clients raccordés. La longueur du réseau de distribution est passée ainsi de 4.199 km en 2020 à 8.400 km en 2026, selon le même communiqué.

R E.

SIDI BEL-ABBES

Poduction prévisionnelle de près de 2.5 millions de qx de céréales durant cette saison agricole

La production globale des différentes variétés de céréales dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes devrait atteindre près de 2.5 millions de quintaux (qx), au titre de la saison agricole 2026-2027, durant laquelle la campagne de labours-semailles cible une superficie de plus de 132.000 hectares, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Le suivi du déroulement de la campagne de labours-semailles et les moyens d'atteindre les objectifs fixés, ainsi que le renforcement de la sécurité alimentaire et l'approvisionnement du marché en produits de large consommation, ont été au centre d'une séance de travail élargie présidée, dimanche soir, par le wali, Kamel Hadji, consacrée à l'évaluation des dispositions prises pour assurer la réussite de la saison agricole et au suivi de la régulation du marché, notamment pour la pomme de terre, en application des conclusions de la dernière réunion ministérielle conjointe.
Dans ce contexte, le chef de l'exécutif a insisté sur la nécessité d'un accompagnement de proximité des agriculteurs sur le terrain et la mobilisation de tous les moyens et équipements nécessaires, en coordination avec les Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), tout en incitant les producteurs à s'engager activement dans la campagne et en les sensibilisant à l'importance d'un ensemencement précoce afin de garantir un meilleur rendement.
Concernant la régulation du marché, le responsable a souligné l'impératif d'une mise à jour rigoureuse et régulière des données sur la plateforme numérique nationale dédiée au suivi quotidien des prix et de la disponibilité des produits, avec l'intensification des sorties de contrôle pour lutter contre toute forme de spéculation. Il a également appelé à renforcer la coordination directe avec les producteurs de pomme de terre et à dynamiser le rôle du marché de gros des fruits et légumes, afin de préserver la stabilité des prix et d'assurer un approvisionnement continu au profit des consommateurs.
Cette réunion a vu la participation de divers acteurs des secteurs agricole et commercial, aux côtés des directeurs exécutifs concernés, des représentants des chambres professionnelles, des syndicats des agriculteurs et des commerçants, ainsi que des gérants de chambres froides de la wilaya.

APS

ORAN

Une formation pour renforcer les compétences des cadres des collectivités locales en matière de gestion énergétique

L'Institut national de formation des personnels des collectivités locales « Rachid Merazi » d'Oran abrite, depuis samedi, une session de formation destinée aux cadres locaux chargés de la gestion des questions liées à l'énergie au niveau local, a-t-on appris auprès de cet établissement.
Selon la même source, cette formation, qui se poursuivra jusqu'au 12 novembre courant, s'inscrit dans le cadre du programme de coopération algéro-allemande entre le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ).
Cette session s'inscrit aussi dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités des collectivités locales en matière de gestion énergétique, à travers le développement des connaissances et des compétences professionnelles des cadres concernés, afin d'améliorer les méthodes de travail et de suivre les orientations visant à rationaliser la consommation d'énergie, a-t-on précisé.
Cette initiative de formation a pour objectif de permettre aux participants d'acquérir des connaissances et des outils pratiques leur permettant de prendre en charge les différentes questions liées à l'énergie au niveau local, notamment en matière d'amélioration de la gestion des ressources énergétiques et de renforcement de l'efficacité de leur utilisation dans les équipements et infrastructures relevant des collectivités locales.
Cette formation s'inscrit également dans le cadre du soutien aux efforts visant à instaurer une approche plus efficace de la gestion énergétique à l'échelle locale, à travers la qualification des ressources humaines et le développement de leurs compétences, contribuant ainsi à l'amélioration des performances administratives et techniques des collectivités locales et au renforcement de leur rôle dans la promotion d'une consommation rationnelle de l'énergie.
L'organisation de cette session témoigne, selon les organisateurs, de l'importance du partenariat algéro-allemand en matière de renforcement des capacités institutionnelles et d'échange d'expériences, notamment dans les domaines liés au développement local et à l'amélioration de la gestion publique, afin de répondre aux défis posés par la transition vers des modes de consommation énergétique plus efficaces et durables.

APS

MILA

Ouverture du salon national du couscous et pâtes traditionnelles

Le salon national du couscous et pâtes traditionnelles, placé sous le thème "authenticité renouvelée dans chaque plat", s'est ouvert dimanche à la maison de l'artisanat et des métiers (CAM) de Mila avec la participation d'exposants de plusieurs wilayas du pays.
Initiée par la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), la manifestation comporte une exposition des pâtes, des plats et pâtisseries traditionnelles des wilayas participantes en plus de stands pour divers autres produits artisanaux dont les costumes traditionnels, les ustensiles, les bibelots et les articles en bois et cuivre, a indiqué à l'APS Yacine Bouterif, directeur de la CAM.
En marge de ce salon de trois jours, un concours sera organisé pour désigner "le meilleur plat de couscous", "le meilleur stand" et "le meilleur atelier de métier".
Plus de 80 participants de 20 wilayas dont Djelfa, Illizi, Sétif, Biskra, Oum El Bouaghi, Tébessa et Mila marquent leur présence à ce salon dont les concours débuteront lundi, selon le même responsable.
Côté participants, Fatima Zidouri, artisane pâtissière de la wilaya d'Illizi, a indiqué que "ce salon constitue une occasion pour faire connaitre le patrimoine culinaire de chaque wilaya et promouvoir les plats traditionnels, notamment le couscous dont la préparation diffère d'une wilaya à l'autre".
Elle a également fait part qu'elle participe à Mila au concours du meilleur plat de couscous avec le plat traditionnel targui "couscous Talebdjat" à base de viande cameline.

TISSEMSILT

Raccordement de plus de 90 foyers au réseau d'AEP dans la commune Beni Lahcen

Plus de 90 foyers du douar "El Brahmia", relevant de la commune de Beni Lahcen, dans la wilaya de Tissemsilt, ont récemment été raccordés au réseau d'alimentation en eau potable, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'Hydraulique de la wilaya.
Cette opération s'inscrit dans le cadre des projets du secteur des ressources en eau dans la wilaya. Une enveloppe financière de 794 millions de dinars lui a été consacrée. Les travaux ont notamment porté sur la réalisation d'un réseau de distribution et d'un réservoir d'eau d'une capacité de 150 mètres cubes.
Ce projet, désormais mis en exploitation, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le développement local et à améliorer les conditions de vie des habitants des zones rurales, en leur garantissant un approvisionnement régulier et continu en eau potable.
Ces projets de développement devraient contribuer à la fixation des populations dans leurs localités, notamment dans les villages et les zones rurales, ainsi qu'au renforcement du développement durable à travers les 22 communes de la wilaya, a indiqué la même source. Par ailleurs, les travaux de réalisation de deux forages profonds dans les communes d'Ouled Bessam et d'El Ayoune se poursuivent à un stade avancé. La réception du premier forage est prévue, prochainement, tandis que le taux d'avancement des travaux du second a dépassé les 80%. La mise en service de ces deux infrastructures devrait permettre d'alimenter en eau potable plus de 5.000 logements, contribuant ainsi au renforcement des capacités de production de cette ressource vitale et à l'amélioration de sa distribution à travers les différentes régions de la wilaya.

APS

LE MONDE SOUFFRE

Entre déni de réalité, violence et possibilité d'une autre issue

Le monde souffre. Il souffre de son fait qui le dépasse. Il accroit sa souffrance en ignorant ce qui le dépasse. Il souffre du changement, de son déni de réalité, de cette difficulté croissante à reconnaître les limites de ses capacités, les contradictions de ses aspirations et les conséquences de ses propres transformations.

2e partie

Par DERGUINI Arezki (*)



Elle n'est pas seulement le produit de la pauvreté, de la haine ou de l'irrationalité. Elle peut aussi résulter de l'impossibilité ressentie de modifier une situation, de faire reconnaître une existence, de défendre une position ou de retrouver une capacité d'action.

Elle apparaît sous des formes très différentes.

À Gaza, la violence prend la forme extrême de la destruction des conditions mêmes de l'existence : les vies humaines, les habitations, les infrastructures, les institutions et les perspectives d'avenir sont frappées. Cette situation rappelle tragiquement qu'une société peut être placée dans une condition où la possibilité même de vivre devient l'enjeu immédiat du conflit.
À une autre échelle, la délinquance traduit parfois la difficulté de certains individus à trouver une place, des ressources ou une reconnaissance dans un ordre social auquel ils appartiennent sans parvenir à y participer pleinement. Il ne s'agit évidemment pas de réduire toute délinquance à la frustration sociale, ni d'en excuser les actes, mais de reconnaître que la violence individuelle et collective peut être alimentée par des processus de désaffiliation, de marginalisation et de compétition sans issues.
Entre ces deux situations, il existe une multitude de manifestations : violences politiques, radicalisations, conflits identitaires, guerres économiques, affrontements territoriaux et rivalités entre puissances.
Ce qui les rapproche n'est pas leur nature, leur gravité ou leurs responsabilités respectives. C'est le fait que la violence peut devenir un moyen de traiter des contradictions que les mécanismes ordinaires de coopération, de négociation et de coordination ne parviennent plus à résoudre.
Elle prétend alors rétablir une capacité d'action en détruisant les conditions de l'action des autres.
Mais la violence possède une contradiction propre : elle peut détruire un obstacle sans créer les conditions d'une solution. Elle peut éliminer un adversaire sans résoudre le problème qui a rendu l'affrontement possible. Elle peut imposer un rapport de force sans construire un ordre durable.
La guerre est ainsi une manière particulièrement coûteuse de traiter les contradictions du monde. Elle transforme les difficultés de coexistence en problèmes d'élimination, les rivalités en affrontements et les désaccords en des rapports de destructions.
Elle peut modifier les rapports de puissance, mais elle ne garantit aucunement que les sociétés disposeront, après elle, de meilleures conditions d'existence.

Le monde ne manque pas seulement de ressources : il manque de capacités d'organisation

Il serait pourtant insuffisant d'expliquer la souffrance contemporaine par la seule insuffisance des ressources.
Le monde dispose de capacités scientifiques, techniques et productives considérables. Il a accumulé des connaissances, des moyens de production et des infrastructures qui auraient été inimaginables pour les générations précédentes.
La question est donc aussi celle de l'organisation de ces capacités.
Comment se fait-il que l'accumulation des richesses et des connaissances ne se traduise pas partout par une amélioration des conditions d'existence ? Pourquoi les progrès de la productivité peuvent-ils coexister avec l'insécurité sociale ? Pourquoi l'interdépendance mondiale, qui pourrait permettre une meilleure coordination des ressources et des compétences, produit-elle aussi des dépendances, des vulnérabilités et des rapports de domination ?
La réponse tient en partie à la manière dont les sociétés organisent leurs interdépendances.
Une société n'est pas une simple addition d'individus poursuivant chacun leurs intérêts. Elle est un système d'interdépendances dans lequel la coopération, la compétition et la coordination se combinent, se renforcent parfois et se contrarient souvent.
Le marché, l'État, les institutions politiques, les systèmes éducatifs et les organisations internationales constituent différentes manières d'organiser ces interdépendances. Leur efficacité ne dépend pas seulement de leurs principes, mais de leur capacité à rendre compatibles les aspirations individuelles, les capacités collectives et les contraintes du milieu.
Or le monde a considérablement élargi les interdépendances sans parvenir à construire des institutions capables de les gouverner à la même échelle.
L'économie est mondiale, mais les protections sociales restent principalement nationales. Les marchés sont intégrés, mais les capacités productives et technologiques sont inégalement réparties. Les problèmes écologiques sont communs, mais les responsabilités, les moyens et les intérêts demeurent différenciés. Les échanges rapprochent les sociétés tout en les plaçant dans des situations de compétition et de dépendance.
L'interdépendance ne produit donc pas automatiquement la solidarité. Elle peut tout aussi bien produire la coopération que la domination, la coordination que la subordination.
C'est là que se situe une partie du problème politique contemporain : les sociétés ont besoin de reprendre la maîtrise de leurs interdépendances, sans pouvoir revenir à des formes d'autonomie qui n'ont plus les mêmes conditions historiques d'existence.
La souveraineté ne peut plus être comprise comme la simple capacité de se soustraire aux autres. Elle doit être pensée comme la capacité collective de déterminer ses propres fins sous contrainte d'interdépendance.
Cette capacité suppose de savoir ce que l'on veut, de comprendre les conditions de sa réalisation et de disposer des moyens nécessaires pour agir. Autrement dit, elle suppose de réduire la distance entre les fins poursuivies et les moyens disponibles.
Une société qui ne dispose pas des moyens de ses fins devient vulnérable. Elle peut alors chercher à compenser son impuissance par la puissance, sa dépendance par la fermeture, son insécurité par la domination et son incapacité à transformer sa situation par la désignation d'ennemis.

La tentation de remettre le compteur à zéro

Lorsque les contradictions s'accumulent et que les institutions perdent leur capacité à les traiter, une tentation dangereuse apparaît : celle de remettre le compteur à zéro.
Cette tentation peut prendre plusieurs formes. Elle peut être révolutionnaire, nationaliste, identitaire ou impériale. Elle peut se présenter comme une volonté de restaurer un ordre perdu, de retrouver une grandeur passée ou de construire un monde nouveau en détruisant l'ancien.
Dans tous les cas, elle repose sur une représentation simplificatrice : si le monde ne fonctionne plus, c'est qu'il faut le détruire pour recommencer.
La guerre possède cette apparence trompeuse de rupture radicale. Elle semble offrir une solution aux situations bloquées, redistribuer les cartes et ouvrir un nouvel espace de possibilités.
Mais l'histoire montre que les destructions ne remettent jamais véritablement le compteur à zéro. Elles laissent des héritages, des traumatismes, des dettes, des rancœurs, des déplacements de population et de nouvelles dépendances. Elles détruisent des capacités qui ont demandé des générations à construire. Surtout, elles ne suppriment pas les contradictions qui traversent les sociétés. Elles les déplacent, les aggravent ou les transforment.
Le problème n'est donc pas seulement de savoir qui sortira vainqueur des prochains affrontements. Il est de savoir quel monde pourra être construit après eux, et avec quelles capacités humaines, économiques et institutionnelles.
La recherche de la puissance peut elle-même devenir une impasse lorsqu'elle cesse d'être un moyen au service de la vie collective pour devenir une fin qui absorbe toutes les autres finalités.
Une société peut ainsi sacrifier son développement, sa cohésion et sa démocratie à la compétition pour la puissance, au nom même de la défense de son existence.
Mais que vaut une puissance qui ne permet plus à ceux au nom desquels elle est exercée de vivre mieux ?
La jeunesse du monde : un autre ordre du monde est-il possible ?
C'est ici que se pose la question de la jeunesse.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

DETTE PUBLIQUE

La Mauritanie devra 219 milliards d'ouguiyas fin 2026, le Fonds arabe en tête des créanciers

L'État mauritanien devrait achever l'année 2026 avec une dette de 219,27 milliards de nouvelles ouguiyas (MRU). Ce chiffre figure dans l'annexe « dette financière » du projet de loi de finances 2027, publiée dimanche 8 novembre par le ministère des Finances. Le Fonds arabe pour le développement économique et social en est, de loin, le premier créancier.
Le document, établi à partir des données de la Direction de la dette publique et relayé par le site Madar, fixe la position de référence au 31 décembre 2026, soit l'encours dont héritera l'exercice 2027.
Il présente cette dette comme majoritairement extérieure et contractée à des conditions concessionnelles. Les institutions multilatérales pèsent 114,7 milliards de MRU, soit 52,3 % du total. Les prêteurs bilatéraux suivent avec 78,6 milliards (35,9 %). Les obligations émises par l'État représentent 21,7 milliards (9,9 %), et les avances de la Banque centrale de Mauritanie 4,2 milliards (1,9 %). Par créancier, le Fonds arabe arrive en tête avec 54,8 milliards de MRU, un quart de la dette. Viennent ensuite le Fonds saoudien pour le développement (28,4 milliards, 13 %) et l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (26,7 milliards, 12,2 %).
À eux trois, ils concentrent environ la moitié de l'encours. La Banque islamique de développement (16 milliards), le Fonds koweïtien (8 milliards) et la banque chinoise Exim Bank (7,5 milliards) complètent la liste des principaux prêteurs. L'annexe accompagne un projet de budget 2027 adopté en Conseil des ministres en octobre. Ses recettes et dons sont évalués à 152,1 milliards de MRU, pour un excédent annoncé de 6,2 milliards. Le document ne précise pas le montant du service de la dette prévu l'an prochain.
Ces chiffres paraissent alors qu'une mission du FMI mène, jusqu'au 13 novembre à Nouakchott, la première revue du programme de 95,8 millions de dollars approuvé en juin. Le projet de loi de finances doit encore être examiné puis voté par l'Assemblée nationale.

R I.

PROGRAMME DE CESSIONS

L'Egypte vise 1,5 milliard de dollars d'ici fin décembre

L'introduction en Bourse de Misr Life Insurance, prévue fin novembre ou début décembre, devrait rapporter environ 250 millions de dollars à l'Etat, selon l'assistant du Premier ministre et directeur exécutif de l'Unité des entreprises publiques relevant du Conseil des ministres.

L'Egypte ambitionne de générer jusqu'à 1,5 milliard de dollars grâce à son programme de cession des actifs avant la fin du mois de décembre, a révélé Hachem Al-Sayed, assistant du Premier ministre et directeur exécutif de l'Unité des entreprises publiques relevant du Conseil des ministres. Cette somme devrait provenir notamment de l'introduction en Bourse de Misr Life Insurance et de la finalisation des recettes attendues de Misr Aluminium.
Invité de Lamis El-Hadidi dans l'émission Al-Soura, diffusée sur la chaîne Al-Nahar, il a expliqué que le gouvernement travaille à la mise en œuvre du programme de cessions depuis le 1er janvier 2026. Le calendrier actuel prévoit la finalisation des procédures nécessaires à la mise sur le marché de plusieurs entreprises.
« L'étude de la juste valeur de Misr Life Insurance devrait être achevée la semaine prochaine. L'introduction en Bourse pourrait intervenir à la fin novembre ou au début décembre.
Concernant Misr Aluminium, Hachem Al-Sayed a précisé que l'entreprise était déjà cotée à la Bourse égyptienne et qu'il ne s'agissait donc pas d'une première introduction. La finalisation des recettes de cette opération contribuera à atteindre l'objectif global du programme.
L'assistant du Premier ministre s'est dit confiant dans la possibilité d'atteindre les 1,5 milliard de dollars visés avant la fin décembre. Les recettes générées jusqu'à la date de son intervention s'élevaient à environ 658 millions de dollars, les prochaines opérations devant permettre de compléter le montant attendu. Interrogé sur l'écart important entre les recettes déjà réalisées et l'objectif fixé, Hachem El-Sayed a assuré que celui-ci « restait réalisable grâce à la cession d'environ 20 % du capital de Misr Life Insurance, qui devrait rapporter quelque 250 millions de dollars, le montant restant devant provenir de Misr Insurance ».
Le programme du gouvernement porte par ailleurs sur 30 entreprises faisant l'objet d'une cotation provisoire à la Bourse égyptienne. Ces sociétés disposent de plans approuvés et annoncés pour leur introduction en Bourse, selon un calendrier préétabli.
Hachem Al-Sayed a souligné que le travail du gouvernement ne se limitait pas aux entreprises qui relevaient auparavant du ministère du Secteur public des entreprises. Il s'étend également au recensement d'environ 1 500 sociétés détenues par l'Etat ou dans lesquelles celui-ci détient des participations.
Le gouvernement vise notamment la restructuration des entreprises publiques, l'amélioration des méthodes de gestion des actifs et l'application de la loi encadrant la propriété de l'Etat dans les entreprises.
L'évaluation de ses résultats ne repose donc pas uniquement sur le nombre de cessions réalisées, mais aussi sur la modernisation de la gestion des sociétés et la valorisation des actifs publics.

Agence

TUNISIE

12 milliards de dollars en bourse, le paradoxe d'un marché qui monte sans se financer

À la fin de 2025, la cote tunisienne alignait 79 sociétés pour une capitalisation de 12 milliards de dollars, en hausse de 43 % sur un an. Sur le papier, la performance est remarquable. Dans les faits, elle cache un silence : aucune introduction en bourse n'a été enregistrée en Tunisie cette année-là, et les augmentations de capital n'ont mobilisé que 2 millions de dollars, contre 162 millions cumulés de 2020 à 2024.
Ce décalage invite à relire la Bourse de Tunis autrement. Le problème n'est pas la valorisation, mais la circulation du capital : les cours montent, les entreprises ne lèvent pas. Un marché qui s'apprécie sans se financer ressemble à un château d'eau rempli par la pluie dont personne n'ouvre le robinet. L'eau est là, l'économie réelle n'en profite pas.
Ce constat ressort du Rapport sur les marchés de capitaux en Afrique 2026, publié par l'OCDE (Éditions OCDE, Paris), qui compare les marchés d'actions, de dette d'entreprise et de dette souveraine du continent. La Tunisie y figure dans plusieurs graphiques et tableaux, aux côtés du Maroc, de l'Égypte ou de l'Afrique du Sud, et c'est de ces comparaisons que cet article tire sa lecture.
Le contexte plaide pour Tunis. Fin 2025, l'inflation annuelle atteignait 5,3 % en Tunisie, contre 13,1 % pour la moyenne africaine, 20,4 % en Égypte et 23 % au Nigéria.
L'OCDE rappelle que la disposition des ménages à détenir des actifs longs dépend de la confiance qu'ils accordent à leur pouvoir d'achat futur. Sur ce terrain, la Tunisie part avec un avantage réel.
Le tableau se nuance côté commerce extérieur. Les exportations tunisiennes de marchandises ont progressé de 6,6 % entre 2024 et 2025, contre 9,7 % pour l'ensemble de l'Afrique. La dynamique est positive, mais inférieure à la moyenne du continent.
Rapportée à l'économie, la cote tunisienne pèse 21 % du PIB. C'est moins que le Maroc (62 %) et l'Afrique du Sud (115 %), moins que la moyenne africaine (43 %), et très en deçà des marchés émergents (68 %) et du monde (128 %).
La Tunisie devance toutefois l'Égypte (19 %), le Nigéria (20 %) et le Kenya (16 %). Quant à la taille absolue, 12 milliards de dollars font à peine plus d'un dixième des 113 milliards du marché marocain.
À l'échelle du continent, la faiblesse est la même. Les actifs financiers africains ne représentent que 0,9 % du total mondial, alors que la région pèse 2,7 % du PIB de la planète. La Tunisie illustre, à son échelle, cette sous-capitalisation structurelle.

Agence

QATAR

Baladna et le groupe Gurmen s'associent pour étudier la création d'une usine textile en Syrie

La société Baladna Q.P.S.C. a signé un protocole d'accord avec le groupe turc Gurmen afin d'étudier la création et l'exploitation d'une usine textile en Syrie.
Cet accord établit un cadre de coopération entre les deux entreprises afin d'évaluer la faisabilité de la création et de l'exploitation de cette usine par le biais d'une éventuelle coentreprise, l'accent étant mis sur le soutien au développement industriel, le transfert de savoir-faire et la création d'emplois.
Le protocole d'accord a été signé par le président de Baladna, Ramez Al Khayyat, et le président du groupe Gurmen, Remzi Gur.
Aux termes de cet accord, les deux entreprises évalueront conjointement le projet d'usine, cette coopération visant à soutenir le développement de l'industrie textile syrienne, à promouvoir le transfert de connaissances et de technologies, à créer des emplois et à renforcer les capacités de production du pays.
Marek Warzywoda, directeur général du groupe Baladna, a déclaré que la coopération avec le groupe Gurmen reflétait l'engagement de l'entreprise à explorer des investissements favorisant la reprise économique de la Syrie et le développement de ses secteurs productifs.
Il a ajouté que l'industrie textile offrait un potentiel considérable, notamment grâce à des partenariats alliant l'expertise industrielle internationale aux capacités locales, précisant que Baladna avait pour objectif de contribuer à la mise en place d'industries durables génératrices d'emplois, renforçant la production locale et améliorant la compétitivité de la Syrie sur les marchés régionaux et internationaux.
La présidente du groupe Gurmen, Yasemin Gur Solmaz, a déclaré que l'entreprise visait, grâce à sa coopération avec Baladna, à explorer le développement d'une activité de fabrication textile moderne en s'appuyant sur son expérience en matière de production, de technologie et de marchés internationaux.
Elle a ajouté que la combinaison des atouts respectifs des deux entreprises pourrait contribuer à la création d'une activité compétitive et durable, tout en favorisant le développement de l'industrie textile syrienne.
Baladna poursuit sa stratégie d'investissement en Syrie à travers des projets visant à développer une exploitation laitière intégrée et une usine de transformation, parallèlement à des partenariats stratégiques destinés à renforcer la production locale et à soutenir la sécurité alimentaire.
L'entreprise collabore également avec la Société financière internationale (SFI) afin d'étudier les opportunités de développement du secteur laitier et d'accroître la participation des agriculteurs et des éleveurs locaux.
Dans le cadre de sa stratégie d'investissement plus large, Baladna explore des opportunités dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, notamment la fabrication textile, la production sucrière et les cultures stratégiques.

Agence

AFRIQUE DU SUD

Le marché des véhicules électrifiés gagne du terrain, porté par les hybrides

En Afrique du Sud, la demande en véhicules électrifiés est en plein essor. Le défi est désormais industriel : préserver la compétitivité tout en renforçant la production locale.

Entre janvier et septembre 2026, les ventes ont atteint 22 389 unités, soit 34 % de plus que les 16 703 véhicules écoulés pendant toute l'année 2025, selon les données publiées le 2 novembre par l'Association nationale des constructeurs automobiles d'Afrique du Sud (NAAMSA). Selon l'organisation, ces chiffres ne concernent pas uniquement les voitures entièrement électriques. Ils regroupent les hybrides classiques, qui associent un moteur thermique à une motorisation électrique sans recharge sur prise, les hybrides rechargeables, qui peuvent être branchés tout en conservant un moteur thermique, et les véhicules électriques à batterie.

Sur les neuf premiers mois, les hybrides classiques représentent encore 11 090 ventes, devant les hybrides rechargeables, à 8 082 unités, et les modèles entièrement électriques, à 3 217 unités.

Un segment porté par les modèles chinois

La progression repose notamment sur l'élargissement de l'offre. Les groupes chinois Chery, Great Wall Motor et BYD contribuent à multiplier les modèles électrifiés disponibles. La hausse des prix internationaux du pétrole renforce également l'intérêt de certains ménages et entreprises pour une réduction de leur consommation de carburant.

Cette dynamique ne signifie pas encore un basculement massif vers le tout-électrique. Les hybrides, rechargeables ou non, dominent les ventes recensées. L'expansion du marché s'effectue donc par plusieurs voies, dont certaines maintiennent une dépendance à l'essence. La montée en puissance commerciale des marques chinoises ouvre parallèlement une question industrielle. Leur implantation demeure largement fondée sur les importations, même si plusieurs constructeurs cherchent à développer une présence productive.

Pour Pretoria, l'enjeu consiste à convertir l'augmentation des ventes en commandes pour les fournisseurs locaux, en compétences et en emplois. Un marché dynamique peut attirer des constructeurs sans nécessairement entraîner une intégration industrielle importante si les véhicules et leurs principaux composants restent importés. Le poids du secteur explique cette priorité. Selon la Naamsa, l'automobile contribue à 5,2 % du PIB sud-africain et à 23,8 % de la production manufacturière. Les exportations de véhicules et de composants ont atteint 291 milliards de rands (17,5 milliards de dollars) en 2025, tandis que la fabrication emploie environ 113 000 personnes.

Le défi d'accroître la valeur ajoutée locale

Dans la nation arc-en-ciel, la transition électrique répond autant à un impératif commercial qu'environnemental.

Elle s'inscrit dans la transformation de l'industrie prévue par le « South African Automotive Masterplan 2035 ».

Adoptée en novembre 2018 et mise en œuvre depuis juillet 2021, cette feuille de route vise à porter la production nationale à 1 % du total mondial, à relever la part des composants locaux à 60 % et à doubler les emplois dans la fabrication de véhicules et de composants à l'horizon 2035.

Agence

BÉNIN

Le pays vise un million de certificats pour moderniser le cadastre national en 10 ans

Après avoir permis de cartographier 491 293 parcelles entre 2021 et 2025, le Bénin entend accélérer l'enregistrement des droits de propriété et d'usage sur les terres. Le programme TERRA BÉNIN devrait notamment contribuer à réduire les litiges fonciers et à améliorer les conditions d'investissement.

Le gouvernement béninois ambitionne de délivrer au moins un million de certificats d'enregistrement au cadastre (CEC) dans le cadre du programme TERRA BÉNIN, officiellement lancé le dimanche 6 novembre à Cotonou. Déployée sur dix ans, cette initiative vise à accélérer l'enregistrement des droits fonciers, à renforcer la sécurité des transactions et à améliorer la gestion foncière.

TERRA BÉNIN prévoit, dans un premier temps, d'intervenir dans 14 communes, avant de s'étendre à 30 autres communes.

Le programme ambitionne notamment d'enregistrer 1,5 million de parcelles et de délivrer au moins un million de CEC. Il entend également fiabiliser les données foncières existantes, de formaliser les droits d'usage et d'améliorer les fonctionnalités de la plateforme numérique e-Foncier Bénin.

Cette initiative est complétée par le Projet de Préparation de la Mise à l'Échelle du Cadastre national (PPMEC II), prévu pour la période 2026-2031. Ce programme interviendra dans 12 communes, avec pour objectif de consolider les acquis des précédentes réformes et de poursuivre la collecte des données cadastrales. À son terme, neuf communes devraient disposer d'une couverture cadastrale complète, parmi lesquelles figurent Cotonou, Porto-Novo et Parakou. Au total, 71 arrondissements sont concernés par les opérations de couverture cadastrale et de mise à jour des données du PPMEC II.

Pour les autorités béninoises, ces deux initiatives devraient contribuer à améliorer la fiabilité des informations foncières et l'accès des populations aux services de gestion foncière. « Le lancement de TERRA BÉNIN et de PPMEC II nous offre l'opportunité de consolider ces acquis et de donner une nouvelle impulsion », a déclaré Xavier Zola (photo), directeur général de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF).

R I.

COOPÉRATION RENFORCÉE ET DON DE 45 MILLIONS $

Le Gabon consolide son partenariat avec la Chine

Le Gabon cherche à accélérer la transformation de son économie, notamment à travers la valorisation locale de ses ressources naturelles et le développement de nouvelles infrastructures. La visite d'État de Brice Clotaire Oligui Nguema en Chine a permis de préciser les domaines d'intervention de Pékin dans cette stratégie, des mines aux infrastructures énergétiques et ferroviaires.

Le Gabon et la Chine ont décidé d'élever leurs relations au niveau d'une « communauté d'avenir partagé à l'ère nouvelle » à l'issue d'une visite d'État du président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema en Chine, selon une déclaration conjointe adoptée le vendredi 6 novembre par les présidents gabonais et chinois.

Selon le communiqué de la présidence gabonaise, ce nouveau cadre entend renforcer le partenariat stratégique établi en 2023 et prévoit notamment un accompagnement chinois du Plan national de croissance et de développement (PNCD) 2026-2030.

Pékin s'est également engagé à soutenir la transformation locale des ressources naturelles gabonaises. Sur le plan financier, la Chine a annoncé un don de 300 millions de yuans (44,9 millions $), destiné à la construction de l'annexe du ministère des Affaires étrangères et à la rénovation du Palais du Sénat.

Des investissements ciblés dans les secteurs stratégiques

Six mémorandums d'entente ont été signés à Pékin dans les domaines des mines, de la formation et des géosciences, ainsi que dans celui du développement des chaînes industrielles. À Shanghai, trois protocoles d'accord ont été conclus avec Huawei, portant sur la sécurité publique, l'enseignement supérieur et l'intelligence artificielle.

D'autres partenariats concernent l'approvisionnement énergétique de la future usine de transformation du manganèse d'Eramet Comilog, ainsi que les infrastructures ferroviaires et énergétiques du projet de Belinga.

Les deux pays ont également convenu d'accélérer la finalisation de leur accord de partenariat économique, qui doit encadrer les exonérations douanières accordées aux produits gabonais en Chine. Selon les données gabonaises, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 3,94 milliards de dollars en 2025, en hausse de 8,2 % par rapport à 2024.

Ce rapprochement intervient dans un contexte où le Gabon recherche des capitaux, des infrastructures et des compétences pour industrialiser son économie, tandis que Pékin entend consolider ses approvisionnements en matières premières et ses débouchés commerciaux.

Libreville souhaite par ailleurs associer Pékin à plusieurs projets, dont la voie de contournement de Libreville, la ligne ferroviaire reliant l'Ogooué-Ivindo au port de Kobe-Kobe et le barrage de Booué. Des discussions ont aussi porté sur la construction d'une nouvelle raffinerie, l'exploitation du gaz de Léopard et la mise en valeur du gisement de Mabounié.

Pour assurer la mise en œuvre des engagements, le gouvernement gabonais sera chargé du suivi de chaque projet, sous l'autorité du président de la République.

Chaque projet devra être assorti d'un responsable et d'un calendrier d'exécution.

R I.

SÉNÉGAL

Le gouvernement prévoit un ralentissement de la croissance à 1,5 % en 2027

Entre endettement élevé, hausse des coûts énergétiques et difficultés d'accès aux financements internationaux, Dakar engage des ajustements économiques pour restaurer ses équilibres financiers, dans le cadre d'un programme avec le FMI dont l'approbation reste attendue.

Le Sénégal prévoit une croissance économique de 1,5 % en 2027, contre 2,7 % attendus en 2026, selon les projections présentées par le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, Cheikh Diba, le samedi 7 novembre, lors de l'examen du projet de Loi de finances initiale pour 2027. Cette prévision est inférieure à celle de 1,8 % anticipée par le FMI dans ses perspectives économiques d'octobre 2026.

Ce ralentissement attendu intervient dans un contexte marqué par plusieurs contraintes pour l'économie sénégalaise. La hausse des cours internationaux du pétrole et du gaz, alimentée par le conflit au Moyen-Orient et les perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz, renchérit les importations énergétiques. Elle alourdit également le coût des subventions prises en charge par l'État pour limiter les répercussions des fluctuations des prix sur les consommateurs.

À ces pressions s'ajoutent le poids de la dette publique et les difficultés d'accès aux marchés internationaux de capitaux, qui réduisent les marges de financement du gouvernement.

Pour soutenir le redressement des finances publiques, le gouvernement mise sur le programme « Jubbanti Koom » et sur un accord technique conclu avec le FMI le 1er septembre 2026. Celui-ci ouvre la voie à un financement potentiel de 2,2 milliards $ sur trois ans au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Son décaissement reste toutefois conditionné à l'approbation du programme par les instances du Fonds et à la mise en œuvre de mesures préalables.

La stratégie repose sur la maîtrise des dépenses publiques, la réforme des subventions énergétiques et le réaménagement de la dette afin de réduire les charges d'intérêts et de rétablir les équilibres budgétaires.

En 2026, la hausse des cours du pétrole et du gaz, liée au conflit au Moyen-Orient et aux perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz, a notamment pesé sur les finances publiques. Les coûts des importations énergétiques et des subventions ont contribué aux tensions budgétaires, dans un contexte également marqué par des contraintes sur les recettes. Le déficit budgétaire a ainsi été réévalué à 7,6 % du PIB, contre 5,4 % initialement prévu.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes reprennent leurs esprits

Les marchés actions européens entament la séance en hausse, les investisseurs reprenant leurs esprits après une semaine mouvementée, marquée par un regain d'inquiétudes concernant les perspectives de développement de l'intelligence artificielle.

Après plus d'une heure d'échanges, l'Euro Stoxx 50 grimpe de plus de 0,6%, à 6 210 points, tandis que le CAC 40 gagne 0,3%, à 8 165 points, que le FTSE 100 de Londres affiche un gain similaire et que le DAX de Francfort progresse de 0,5%.
"La semaine dernière restera certainement dans les mémoires des investisseurs", estime Deutsche Bank, mettant en avant un recul de 2,68% du S&P 500, soit sa pire performance hebdomadaire depuis avril 2025.
Surtout, l'établissement pointe des chutes encore plus marquées pour les valeurs les plus exposées à l'intelligence artificielle, avec un repli de 12,15% de l'indice Philadelphia Semiconductor, tandis que CoreWeave a plongé de 15,44%.
Les investisseurs commençaient clairement à s'interroger sur la possibilité que le développement massif des centres de données se poursuive à un rythme toujours aussi soutenu que par le passé et aux coûts précédemment anticipés.
"Les valeurs liées à l'IA tentent toutefois de se redresser ce matin, l'indice taïwanais Taiex (4,94%) mettant fin à une série de sept séances consécutives de baisse", note toutefois Deutsche Bank, évoquant l'annonce de mesures destinées à restaurer la confiance des investisseurs.
La banque allemande souligne également les fortes progressions des indices japonais Nikkei et TOPIX après une semaine agitée, mais aussi le retournement à la baisse du KOSPI sud-coréen, après une évolution en hausse pendant la majeure partie de la séance.

L'excédent commercial allemand se contracte

Seule donnée notable de la matinée, l'excédent commercial de l'Allemagne s'est contracté à 15,6 MdsEUR en septembre, après un surplus de 17,9 MdsEUR le mois précédent, en raison d'une augmentation des importations (4,2%) plus forte que celle des exportations (2%).
Dans les prochains jours, les investisseurs prendront notamment connaissance du taux de chômage en France et des chiffres du PIB britannique pour le 3e trimestre, ainsi que des données sur l'inflation en France et en Allemagne pour le mois d'octobre.
De l'autre côté de l'Atlantique, la semaine sera dominée par la publication des chiffres de l'inflation américaine au titre du mois écoulé, avec les indices des prix à la consommation (mardi), puis à la production (vendredi).
Sur le front des publications d'entreprises, sont notamment attendus cette semaine les résultats d'Infineon, Vodafone, Siemens Energy, E.ON, RWE, ABN AMRO, Cisco, Applied Materials, Allianz, Rolls-Royce, Enel, Richemont, Generali et Aviva.

Dans l'actualité des valeurs

Valneva (5,4%) prend la tête du SBF 120 à Paris, salué pour l'annonce de données cliniques positives issues de deux essais de phase 2 évaluant Shigella4V2 (S4V2), son candidat vaccin bioconjugué tétravalent contre la shigellose.
En revanche, Imerys (-2,5%) figure parmi les plus fortes baisses de l'indice, alors qu'AlphaValue a abaissé sa recommandation d'"acheter" à "ajouter", dans un contexte de perspectives toujours difficiles pour les principaux marchés finaux du spécialiste des minéraux industriels.
Ailleurs en Europe, UniCredit (5,5% à Milan) signe la plus forte progression de l'Euro Stoxx 50, dans le sillage de la publication par la banque de ses résultats du 3e trimestre, marqués par un bénéfice net sensiblement supérieur aux attentes.
Autre valeur qui se distingue au sein de l'indice paneuropéen, Argenx s'adjuge 4,1% à Bruxelles, à la suite d'un accord en vue d'acquérir Unnatural Products et de résultats concluants de phase 3 dans les myosites auto-immunes pour son produit phare, Vyvgart Hytrulo.

R I/Agence

MARCHÉS ASIATIQUES

Les actions se stabilisent

Les marchés asiatiques et les contrats à terme sur les actions américaines ont entamé lundi la séance de manière stable, évoluant légèrement en territoire positif après une semaine mouvementée au cours de laquelle les doutes sur la demande de puces informatiques ont entraîné certains des plus forts replis depuis plusieurs années sur les marchés asiatiques à forte composante technologique.
L'indice le plus large de MSCI regroupant les actions de la région Asie-Pacifique hors Japon a progressé de 0,8 %, après avoir chuté de 4,6 % la semaine dernière. L'indice Nikkei japonais a gagné 2,5 %, tandis que les actions sud-coréennes ont légèrement progressé.
L'indice de référence taïwanais a progressé d'environ 2,5 %, après avoir enregistré la semaine dernière sa plus forte baisse hebdomadaire en deux décennies, les craintes concernant la rentabilité de l'intelligence artificielle (IA) et la demande en infrastructures s'étant transformées en déroute après les victoires des démocrates lors des élections américaines de mi-mandat.
Les contrats à terme sur les actions américaines, notamment les e-minis du S&P 500, progressaient légèrement. Vendredi, les actions de Wall Street ont rebondi pour clôturer une semaine chaotique, après de lourdes ventes liées à l'IA, contribuant à apaiser quelque peu les inquiétudes.
Les marchés actions mondiaux étaient déjà fragilisés ces dernières semaines, la tendance en faveur de l'IA s'effritant sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt, avant que les résultats des élections américaines de mi-mandat ne suscitent de nouvelles craintes concernant un renforcement de la réglementation de l'IA et des centres de données.
Les résultats attendus cette semaine de sociétés technologiques, dont CoreWeave, Applied Materials et Cisco Systems, devraient mettre à l'épreuve la rentabilité des ambitions liées à l'IA, dans un contexte de coûts considérables liés au déploiement des infrastructures.
Par ailleurs, une enquête menée par Nvidia, valeur phare du secteur, sur les liens de son directeur général Jensen Huang avec un espion chinois présumé pourrait également alimenter la volatilité.
« Les marchés sont encore loin d'être sortis d'affaire », a déclaré Kyle Rodda, analyste financier senior chez Capital.com.
« Après les élections de mi-mandat de la semaine dernière, qui ont accru le risque réglementaire, et une saison des résultats globalement décevante, au cours de laquelle les sociétés des "Magnificent Seven" n'ont pas atteint les prévisions de bénéfices, la dynamique reste orientée à la baisse », a-t-il ajouté.
Ailleurs, le pétrole brut Brent est tombé à 97,49 dollars le baril après que le président américain Donald Trump a déclaré dimanche qu'il était très peu probable qu'il ordonne de nouvelles frappes contre l'Iran tant que les discussions visant à mettre fin au conflit progressaient.

R E.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Novembre 2026
Valeur : 11 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136.0824	136.0974
1	EUR	EURO	152.1129	152.1569
1	GBP	POUND STERLING	182.3428	182.3873
100	JPY	JAPANESE YEN	85.9757	86.0070
1	CNY	CHINESE YUAN	20.3982	20.4029
1	CHF	SWISS FRANC	166.2583	166.3782
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.7594	96.7838
1	DKK	DANISH KRONE	20.3485	20.3559
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7875	13.7903
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.4835	14.4974
1	AED	UAE DIRHAM	37.0504	37.0565
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.2529	36.2607
1	KWD	KUWAITI DINAR	441.9695	442.1618
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.2519	45.7067
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.9487	13.9503
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.2032	21.3122
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3625	3.3729
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	184.5889	184.5889

BOURSE ZURICH

Ouverture hésitante, les impulsions manquent

La Bourse suisse a entamé lundi la première séance de la semaine de manière hésitante, les impulsions se faisant rares. Alors que les valeurs technologiques ont rebondi vendredi, les investisseurs se concentrant en particulier sur la publication mardi de l'inflation aux Etats-Unis, alors que la saison des résultats du 3e trimestre se poursuit.
Les principaux indices américains ont terminé la séance de vendredi en ordre dispersé, le Nasdaq et le S&P 500 se reprenant, tandis que le Dow Jones a poursuivi son repli. Après la correction spectaculaire de jeudi pour les valeurs technologiques, les investisseurs semblent vouloir croire à un assouplissement du discours réglementaire des démocrates concernant l'intelligence artificielle (IA) et les centres de données, note John Plassard, associé de la banque Cité Gestion.
Le recul de la demande pour les valeurs refuges, la remontée des rendements obligataires américains et la stabilisation du pétrole témoignent d'une certaine normalisation, mais la prudence reste de mise après les turbulences récentes. Le véritable test interviendra mardi avec les chiffres de l'inflation CPI américaine, ajoute l'expert.
Sur les marchés des hydrocarbures, le pétrole repartait à la baisse, le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale de l'or noir, cédant peu après 09h05 1,52% à 96,82 dollars, alors que les quelque 159 litres de l'équivalent américain WTI abandonnaient 1,02% à 89,90 dollars.

Ormuz toujours sous tension

Quoi qu'il en soit, les tensions restent vives dans le détroit d'Ormuz, où de nouvelles attaques contre des pétroliers ont été signalées, tandis que les incidents maritimes se poursuivent.
Sur le front macroéconomique, l'augmentation des prix des marchandises sorties d'usines a accéléré en octobre en Chine, contrairement à l'inflation pour les consommateurs qui reste loin de l'objectif du gouvernement. L'indice PPI, qui mesure les prix à la production, s'est établi à 5,7% sur un an en octobre, en augmentation par rapport à septembre (5%). Les exportations allemandes ont augmenté plus qu'attendu en septembre sur un mois après deux reculs consécutifs.
Outre, l'inflation américaine, les investisseurs se focaliseront cette semaine sur les interventions de plusieurs responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed), la poursuite des résultats d'entreprises et les conséquences de la victoire démocrate aux élections de mi-mandat.
Du côté de la Bourse suisse, le SMI, après avoir entamé la séance sur un léger repli de 0,07%, repartait en direction opposée dans les premiers échanges, prenant peu avant 09h15 0,04% à 14'801,84 points. Le SLI perdait lui 0,03% à 2376,35 points et l'indicateur élargi SPI grappillait 0,06% à 20'844,02 points.
Sur les trente valeurs constitutives du SLI, dix-sept perdaient du terrain et treize en gagnaient. En haut de tableau, Sandoz Group (+1,5%) s'échappait en tête, à la faveur du lancement au Brésil de l'Owozy (sémaglutide générique), un traitement du diabète injectable de la classe des GLP-1, mis au point par le laboratoire maltais Adalvo. Le spécialiste des génériques et biosimilaires devançait le gestionnaire de fortune Julius Bär et le poids lourd pharma Roche (bon de participation +0,8%).
Autre capitalisation majeure de la cote, l'autre géant pharma Novartis prenait 0,6%, les investisseurs ne semblant pas s'inquiéter outre mesure de l'ouverture par le régulateur américain (FDA) de la santé d'une enquête sur le Zolgensma, un traitement contre l'amyotrophie spinale, lequel aurait entraîné des cancers.
Le groupe d'électrotechnique ABB s'appréciait de 0,3%, alors que le numéro un mondial de l'alimentation Nestlé lâchait 0,2%.

Agence

TÜRKIYE

La COP31 s'ouvre à Antalya, entre mise en œuvre des engagements et financement climatique

Du 9 au 20 novembre, les négociations porteront sur la réduction des émissions, l'adaptation au changement climatique et le soutien financier aux pays les plus vulnérablesLa 31e Conférence des Nations unies sur le climat (COP31) s'ouvre lundi à Antalya, sur la côte méditerranéenne de la Türkiye. Les gouvernements sont de plus en plus pressés de traduire leurs engagements climatiques en mesures concrètes et de renforcer leur soutien aux pays les plus vulnérables.

La conférence, qui se tiendra du 9 au 20 novembre, réunira des dirigeants, des ministres, des négociateurs, des scientifiques et des représentants de la société civile. La Türkiye assurera la présidence de la COP31, tandis que le ministre australien du Changement climatique et de l'Énergie, Chris Bowen, conduira les négociations. Un sommet des dirigeants mondiaux est prévu les 11 et 12 novembre.
Placée sous le thème « La COP de l'avenir, la COP de la mise en œuvre », cette édition vise à traduire les engagements climatiques en résultats mesurables.

Des objectifs proposés à l'horizon 2035

Le programme d'action de la présidence donne la priorité à la transition vers les énergies propres et à l'électrification, au zéro déchet et à la réduction des émissions de méthane, ainsi qu'à l'adaptation des villes au changement climatique, à l'industrialisation verte, à la sécurité alimentaire et à la protection des mers et des océans.
La jeunesse, l'éducation et la résilience des systèmes de santé figurent aussi parmi les priorités, de même que la coopération en matière de climat, de biodiversité et de lutte contre la dégradation des terres.
Parmi les objectifs proposés pour 2035 figurent une hausse à 35 % de la part de l'électricité dans la consommation finale mondiale d'énergie, une baisse d'au moins 25 % de l'intensité énergétique des bâtiments et un taux mondial d'utilisation de matières recyclées d'au moins 15 %.

Le financement et la sortie des énergies fossiles divisent les négociateurs

Les négociateurs restent divisés sur le financement destiné aux pays en développement et sur les moyens d'accélérer la transition hors des énergies fossiles, après l'échec de la COP30 à s'accorder sur une feuille de route.
Dans son rapport 2026 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) prévoit un réchauffement mondial d'environ 2,6 °C au cours de ce siècle, même si les pays mettent intégralement en œuvre leurs engagements climatiques. Cette projection dépasse largement les objectifs de température de l'Accord de Paris.
Le rapport estime par ailleurs que les pays en développement auront besoin d'environ 305 milliards de dollars par an pour financer leur adaptation au changement climatique à l'horizon 2035. En 2024, les financements publics internationaux consacrés à l'adaptation se situaient entre 28,2 et 31,7 milliards de dollars.
La conférence s'ouvre après une année marquée par des inondations dévastatrices, des vagues de chaleur meurtrières et des sécheresses prolongées, qui ont renforcé les appels à réduire plus rapidement les émissions et à accroître le soutien financier.

Agence

CHINE

L'inflation des prix sortie d'usine accélère en octobre

L'augmentation des prix des marchandises sorties d'usines a accéléré en octobre en Chine, contrairement à l'inflation pour les consommateurs qui reste loin de l'objectif du gouvernement, selon des données officielles publiées lundi.
L'indice PPI, qui mesure les prix à la production, s'est établi à 5,7 % sur un an en octobre d'après le Bureau national des statistiques, en augmentation par rapport à septembre (5 %).
Le chiffre, le plus élevé depuis juin 2022, excède la prévision médiane des analystes sondés par Bloomberg (5,3 %).
La guerre au Moyen-Orient pèse toujours lourdement sur les prix de l'énergie, qui font gonfler les coûts de production depuis février. «Les prix mondiaux de l'énergie et de l'électronique liée à l'IA (continuent) d'être les principaux facteurs» de cette progression du PPI, souligne dans une note Nguyen Hoang Nam, de Capital Economics. «Nous nous attendons à ce que le choc des prix extérieurs persiste dans les mois à venir mais s'estompe l'année prochaine, avec des prix à la production à nouveau en déflation».
En parallèle, l'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge de l'inflation pour les consommateurs, a ralenti en octobre sur un an, à 0,7 % contre 0,9 % en septembre. Les panélistes de Bloomberg tablaient sur 0,8 %. L'objectif du gouvernement chinois est une inflation d'environ 2 %. Le géant asiatique peine toujours à retrouver son dynamisme d'avant la pandémie de Covid. Il est soumis à des pressions déflationnistes, de faibles dépenses des ménages, des excédents de production et une grave crise de l'immobilier.
À l'inverse du secteur intérieur, les exportations chinoises se sont imposées comme un moteur économique ces dernières années, notamment grâce à l'explosion de la demande pour les produits liés à l'intelligence artificielle. Les chiffres du commerce attendus mardi devraient traduire une nouvelle performance solide de ce poste en octobre. Pékin vise en 2026 une croissance comprise entre 4,5 et 5 %, son objectif officiel le plus bas depuis des décennies. La croissance chinoise s'est établie à 4,5 % au troisième trimestre, en légère amélioration par rapport au deuxième (4,3 %).

R I.

PHILIPPINES

La croissance du PIB ralentit à 2,1 % au troisième trimestre

L'économie philippine a progressé de 2,1 % en glissement annuel au cours du trimestre juillet-septembre, soit son rythme le plus faible depuis plus de cinq ans, en raison de l'accélération de l'inflation qui continue de freiner la consommation des ménages. Ce chiffre est inférieur au taux de croissance de 2,4 % enregistré au trimestre précédent (chiffre révisé à la baisse) et aux 4 % attendus pour la même période en 2025, et ne correspond pas non plus aux prévisions des économistes qui tablaient sur une croissance de 3 %. Le secrétaire du Département de l'Économie, de la Planification et du Développement, Arsenio BalisacanIl a qualifié de « très, très difficile » d'atteindre ne serait-ce que le seuil minimal de l'objectif de croissance annuel du gouvernement, déjà ramené à une fourchette de 3,5 % à 4,5 %. Pour atteindre ce seuil, a-t-il expliqué, l'économie devrait croître d'environ 6,3 % au quatrième trimestre.
Parmi les facteurs expliquant le ralentissement, Balisacan a cité la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, la contraction de 4,8 % du secteur agricole et la faiblesse des investissements. La consommation privée, qui représente environ les trois quarts de l'économie nationale, a progressé de 2,4 % au troisième trimestre, contre 4 % à la même période l'année précédente. Selon le ministre, la relance de la croissance en 2027 nécessitera une augmentation des investissements, un rétablissement de la confiance des investisseurs et un apaisement des pressions inflationnistes. L'inflation globale a atteint 7,8 % en octobre, contre 7,2 % en septembre, son plus haut niveau depuis début 2023. Cette hausse des prix est également liée au choc énergétique mondial consécutif aux attaques américano-israéliennes contre l'Iran fin février et au conflit prolongé au Moyen-Orient.

Agence

G7

L'Ukraine et le Moyen-Orient au cœur de la réunion de Paris

Les ministres des Affaires étrangères du G7 se réunissent aujourd'hui et demain à Paris, sous la présidence française, pour discuter des grandes crises internationales, de la sécurité énergétique, du soutien à l'Ukraine et des nouvelles menaces à la stabilité mondiale. Initialement prévue à Marseille, la réunion a été déplacée dans la capitale française pour des raisons d'organisation et se tiendra au ministère des Affaires étrangères, quai d'Orsay. Il s'agit de la deuxième réunion ministérielle officielle de la présidence française du G7, après celle qui s'est tenue à Vaux-de-Cernay les 26 et 27 mars, et de la cinquième rencontre de ce type entre les chefs de la diplomatie des sept pays depuis le début de l'année. Le ministre français des Affaires étrangères présidera la réunion. Jean-Noël Barrot, qui accueillera ses homologues Antonio Tajani pour l'Italie, Jean Wadephul pour l'Allemagne, Anita Anand pour le Canada, Ed Miliband pour le Royaume-Uni Toshimitsu Motegi pour le Japon, en plus du secrétaire d'État américain Marco RubioLe haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité participera également aux travaux du G7. Kaja kallasLa présidence française a également invité des représentants de cinq pays partenaires – l'Arabie saoudite, le Brésil, la Corée du Sud, l'Égypte et l'Ukraine – afin d'élargir le débat sur les enjeux internationaux. Le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) sera également présent, Luke J. Lindberg pour des discussions sur l'aide humanitaire et la sécurité alimentaire. L'Ukraine sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Andreï Sybiha, notamment lors de la séance de mardi consacrée au soutien à Kiev.
Pour l'Italie, la réunion ministérielle sera avant tout l'occasion d'appeler à une réponse coordonnée face à l'escalade des attaques hybrides observée ces derniers jours en Europe. Le vice-président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a expressément demandé que cette question soit placée au cœur des discussions entre les partenaires du G7.
Cette demande fait suite à une série d'alertes à la bombe visant le trafic aérien européen, des cyberattaques contre les systèmes de réfrigération des supermarchés et des menaces contre les centres de transfusion sanguine, incidents qui, selon le ministère des Affaires étrangères, visent à semer la panique et à perturber le quotidien des citoyens. La question prend une importance particulière après les menaces proférées contre M. Tajani et sa famille sur le dark web.
Le ministre a dénoncé l'activité d'un groupe de hackers pro-russes prêts à payer pour des informations confidentielles sur sa vie privée et son activité politique, y voyant une tentative d'intimidation liée au soutien de l'Italie à l'Ukraine.
Ces derniers jours, Tajani a également averti que les opérations de guerre hybride pourraient s'intensifier à l'approche des prochaines élections, par le biais de campagnes de désinformation visant à influencer l'opinion publique et à diviser les pays européens. À Paris, il demandera donc à ses partenaires une réponse collective et décisive, capable de renforcer la protection des citoyens, des entreprises et des infrastructures critiques. La ministre ukrainienne des Affaires étrangères, Sybiha, a également exprimé sa solidarité avec son homologue italien et a soutenu la proposition d'aborder cette question lors de la réunion.

R I/Agence

Ils ont fabriqué un diamant de 20 cm : pourquoi il intéresse l'industrie des puces

Diamond Foundry présente un diamant synthétique monocristallin de 200 mm de diamètre. Ce changement d'échelle pourrait faciliter l'utilisation du matériau dans l'électronique, notamment pour évacuer la chaleur des processeurs d'IA.

Tenu entre deux mains gantées, le disque a les dimensions d'une petite assiette. Sur les photographies publiées le 5 novembre par Diamond Foundry, il apparaît encore brut, sans polissage. L'entreprise américaine revendique une première mondiale : avoir produit un seul cristal de diamant de 20 cm de diamètre.



Un seul cristal, né d'une recherche universitaire

Le mot « monocristallin » compte autant que les dimensions. Il désigne ici un cristal continu, dont l'organisation atomique se prolonge sur toute la surface. Une plaque polycristalline, elle, rassemble des grains aux orientations différentes. L'enjeu consiste donc à conserver cette structure unique en faisant croître le matériau.
Dans un communiqué du 6 novembre 2023, Diamond Foundry présentait déjà un wafer monocristallin de 100 mm. Le nouveau disque double ce diamètre, pour atteindre un format utilisé dans l'industrie des semi-conducteurs.
Comment obtenir un aussi grand cristal sans disposer, au départ, d'un diamant de taille comparable ? Une partie de la réponse porte un nom : l'hétéroépitaxie. Dans une présentation publiée en 2022, Diamond Foundry décrivait la croissance du diamant sur un empilement de couches nanométriques d'iridium et de zircone stabilisée à l'yttrium, le tout déposé sur une plaque de silicium. Ce support permet d'amorcer la formation du cristal sur un autre matériau que le diamant. C'est la voie que l'entreprise décrivait en 2022 ; sa nouvelle annonce ne détaille pas le procédé employé pour ce nouveau disque.
Cette technologie vient d'Augsburg Diamond Technology, ou Audiatec, rachetée en 2022. Fondée en 2015 par Matthias Schreck, Martin Fischer et Stefan Gsell, cette société est issue du département de physique de l'université d'Augsbourg, en Allemagne. C'est dans ces recherches universitaires que le projet trouve ses racines. Diamond Foundry annonçait d'ailleurs disposer de réacteurs de croissance de 200 mm dès 2022. La taille de la machine ne faisait donc pas tout : encore fallait-il obtenir un cristal unique à cette échelle.

Pourquoi mettre du diamant près d'un processeur ?

Le diamant conduit remarquablement bien la chaleur. Le fabricant spécialisé Diamond Materials indique une conductivité thermique pouvant atteindre environ 2 000 W/m·K, soit près de cinq fois celle du cuivre. Cela ne signifie pas qu'un processeur fonctionnerait à une température cinq fois plus basse. Ce rapport décrit une propriété du matériau, pas les performances d'un système de refroidissement complet.
L'intérêt est de répartir la chaleur concentrée dans une petite zone, puis de faciliter son transfert vers le système chargé de l'évacuer. Cet usage existe déjà : Element Six propose des composants en diamant pour la gestion thermique, avec des applications dans les amplificateurs radiofréquences, les lasers et les accélérateurs d'IA. La qualité du contact entre les matériaux reste essentielle pour que la chaleur circule efficacement. Les ambitions de Diamond Foundry dépassent aussi le refroidissement. L'entreprise cite l'électronique de puissance, l'optique et les systèmes quantiques parmi les débouchés envisagés pour ses grands cristaux.
Faut-il encore transformer ce disque brut en matériau exploitable à grande échelle. L'annonce ne donne ni coût de production, ni rendement industriel, ni mesure de refroidissement obtenue avec ce spécimen de 200 mm. Qualité après polissage, régularité de fabrication et intégration aux composants seront déterminantes. Le diamant de 20 cm attire les regards ; sa capacité à être produit en quantité, à un coût acceptable, décidera de sa place dans les machines.

Gagner du temps avec l'IA ? Finalement, vous travaillez jusqu'à 90 minutes de plus par jour

Journées plus longues, changements d'application plus fréquents, concentration plus courte. Une analyse d'ActivTrak associe l'usage de l'IA à des journées de travail qui s'étirent.
Bill Gates ou Jensen Huang estiment que l'IA pourrait un jour raccourcir la semaine de travail, mais les mesures d'ActivTrak semblent pointer dans l'autre sens. L'éditeur de logiciels de suivi de la productivité a observé l'activité réelle de 9140 salariés dans 467 entreprises, du 1er avril au 25 septembre 2026, sans passer par un questionnaire.



Plus d'heures à l'écran, moins de temps pour se concentrer

Les utilisateurs d'IA travaillent entre 8,4 et 9,1 heures par jour, contre 7,6 heures pour les autres, soit jusqu'à 90 minutes d'écart. Chez les utilisateurs intensifs (plus de 45 minutes d'IA par jour, en au moins cinq sessions), la part du travail effectuée hors horaires est à peu près la même que chez les non-utilisateurs : 32,3% contre 31,9%. Mais leur journée étant plus longue, cela fait 18 minutes de plus chaque jour.
L'étude mesure aussi les changements d'application, ces allers-retours d'un logiciel à l'autre (le « context switching »). Les utilisateurs intensifs en font 1,1 par heure, contre 0,95 pour les non-utilisateurs, soit 15,2% de plus.
Leurs plages de travail sans interruption durent 37,8 minutes en moyenne, contre 48,2 minutes pour les utilisateurs légers, soit 22% de moins. En revanche, ils passent moins de temps en réunion : 3% de leur journée, contre 5%.
Le type d'outil joue beaucoup. Quand l'IA est intégrée à l'application de travail, on relève 0,6 changement par heure. Avec un outil ouvert dans le navigateur, on passe de 1,7 à 4,2, soit plus de quatre fois le rythme des non-utilisateurs en haut de la fourchette.
Selon ActivTrak, les outils IA ont créé une nouvelle friction à force de faire des allers-retours entre deux outils pour une même tâche. Les développeurs, plus souvent équipés d'une IA intégrée, restent à 0,6 changement par heure et passent 78,5% de leur temps actif dans leurs applications de code.
Les responsables des opérations, qui utilisent davantage des outils dans le navigateur, sont à 1,1 en moyenne, mais montent à 4,1 pendant les phases de forte coordination.
Une précédente étude de Berkeley avait été menée pendant huit mois dans une entreprise tech américaine. Des chercheuses avaient constaté que l'IA élargit le périmètre des postes, brouille la frontière entre vie pro et vie perso et pousse au multitâche permanent.

Course à l'IA : le nouveau PDG d'Apple commence à mettre la pression en interne

Selon Bloomberg, le nouveau PDG d'Apple tient en interne un discours plus exigeant qu'en public. Il pousse le patron du logiciel à accélérer, alors qu'Apple cherche à faire de Siri un agent, une IA capable de mener des tâches seule, sans devoir valider chacune des étapes.
Lors de sa première conférence sur les résultats financier, John Ternus a affirmé qu'Apple avait le Siri qu'elle a toujours voulu, mieux intégré et plus respectueux de la vie privée que la concurrence. En coulisses, selon Bloomberg, il presse Craig Federighi, le patron du logiciel, d'aller plus vite, car Apple reste loin derrière ses rivaux.

Siri exécute des ordres, les agents de la concurrence gèrent des missions

Le PDG d'Apple aurait reçu Federighi lors d'une réunion à huis clos. Il lui reproche de ne pas adopter l'IA avec la même urgence qu'OpenAI, Google, Meta ou Anthropic. Il lui demande d'aller bien au-delà des simples améliorations de Siri. Federighi a pourtant tenter de faire évoluer les choses. Début 2025, il avait confié Siri à Mike Rockwell pendant que John Giannandrea, alors responsable de l'IA, était progressivement écarté. Mais Federighi garde une réputation de sceptique, inquiet des effets de l'IA sur la vie privée, la sécurité et l'emploi. En outre, il aurait une feuille de route plus courte s'étalant sur 12 à 18 mois, contre plusieurs années pour le matériel d'Apple. Et cette différence compliquerait le développement unifié des équipes chargées du matériel avec celles du logiciel.
Siri AI est désormais capable de lire l'écran et les données privées (mails, messages). En revanche, l'assistant reste « à la commande » avec une requête de la part de l'utilisateur, et une exécution de l'IA. Mais chez la concurrence, ChatGPT Dots (OpenAI), Meta Muse ou Grok, d'Elon Musk, vont plus loin. Ces assistants reçoivent une mission dans la durée, retiennent les projets et les préférences, surveillent des sources connectées et décident seuls de mettre une tâche en pause ou de la reprendre. Ternus a laissé entendre que Siri pourrait très bien leur emboîter le pas, puisque son architecture repose sur un « orchestrateur », c'est-à-dire un module capable de répartir chaque demande entre les modèles et les outils adaptés.
Apple n'a pas non plus de « computer use », autrement dit, une IA qui comprend ce qui s'affiche à l'écran, déplace le curseur, clique et saisit du texte à la place de l'utilisateur, comme ChatGPT et Claude.
L'une des premières fonctions agentiques de Siri a pourtant été présentée lors de la WWDC 26. L'IA devait être capable de repérer les mots de passe faibles ou compromis, puis de les changer site par site sans validation à chaque étape. Mais cette nouveauté annoncée a pourtant disparu de la bêta cet été. Mike Rockwell, qui a donc été en charge de Siri après avoir créé le Vision Pro, envisagerait sérieusement de quitter l'entreprise l'année prochaine. Paradoxalement, Apple réduit en parallèle les budgets de tokens. Le plafond quotidien de nombreux ingénieurs passe de 300 à 200 dollars, avec d'autres baisses prévues. Ce resserrement, après des marges plus faibles que prévu au dernier trimestre, alimente la crainte d'autres coupes budgétaires, y compris de potentiels licenciements.

Volkswagen offre deux ans de carburant avec son T-Roc... mais pas une goutte d'essence !

Deux ans de carburant offerts pour l'achat d'un Volkswagen T-Roc : voilà une promesse qui a de quoi séduire les automobilistes soucieux de leur budget. Sauf qu'en regardant les conditions de cette opération commerciale, on découvre que le constructeur allemand ne fournit pas le moindre litre d'essence. Il s'agit en réalité d'une simple remise sur le prix du véhicule. Mais en faisant les calculs, cette offre réserve tout de même une petite surprise.

"Deux ans de carburant offerts". Peut-être avez passer la publicité Volkswagen à la TV ou sur les réseaux sociaux ces derniers jours. Une promesse qui pourrait donner envie de pousser la porte d'une concession de la marque allemande. Après tout, qui refuserait de ne plus débourser un centime à la pompe pendant deux ans ? En temps normal, pas grand monde. Et en ces temps de flambée des prix à la pompe, personne ! C'est précisément l'argument mis en avant par le constructeur allemand pour accompagner la commercialisation de son nouveau T-Roc. Sauf qu'une fois au volant de son SUV, l'heureux propriétaire, par la réclame alléché, devra malgré tout continuer à régler chacun de ses pleins. Et pour cause : Volkswagen ne lui offre pas une seule goutte d'essence !

Il suffit de consulter les conditions de l'opération pour comprendre le mécanisme, les petites lignes qu'on n'a pas envie de lire en bas de page. C'est bien là qu'on apprend que les deux années de carburant correspondent en réalité à une remise commerciale de 2 900 €, directement déduite du prix d'achat. Pas de carte carburant. Pas de remboursement des pleins. Ni même de bon d'achat utilisable dans une station-service. Volkswagen propose simplement une réduction supplémentaire, qui s'ajoute à un avantage client de 3 200 €. Soit 6 100 € de remises au total, déjà intégrées au prix d'appel de 24 200 € affiché pour le T-Roc. Même chose pour l'offre de location longue durée à 169 €/mois : les 2 900 € sont pris en compte dans le calcul du financement, et ne constituent pas un cadeau supplémentaire.



Deux ans de carburant... mais à quel prix du litre ?

Se pose alors la question de savoir comment Volkswagen a-t-il déterminé que 2 900 € représentaient précisément deux années de carburant ? Là encore, les petites lignes apportent la réponse. Le constructeur retient un kilométrage annuel de 12 000 km, qui correspondent presque exactement à la moyenne nationale, établie à 11 600 km en 2025 selon le ministère des Transports (SDES). Une hypothèse plutôt réaliste, donc, même si les voitures essence parcourent généralement moins de kilomètres (8 884 km en moyenne). En tout cas, on ne peut pas reprocher à Volkswagen d'avoir choisi un kilométrage artificiellement bas. Cela fait donc 24 000 km sur deux ans, et une consommation mixte homologuée de 5,5 l/100 km pour son T-Roc 116 ch à boîte automatique DSG7. Résultat : 1 320 litres d'essence consommés sur la période. En divisant les 2 900 € par cette quantité, on obtient un prix implicite d'environ 2,20 €/l.

Volkswagen précise s'appuyer sur le prix moyen du carburant constaté au 9 octobre 2026. Or, depuis cette date, il y a quasiment un mois, le SP95-E10 a perdu environ 9 centimes par litre, pour s'établir autour de 2,07 € début novembre. Donc finalement, entre la moyenne des voitures essence plus basse que celle prise par VW, et un prix de l'essence plus bas, les 2 900 € de remise représenteraient non pas deux ans, mais près de trois années de carburant !

Et si le prix de l'essence baisse ?

Et c'est là que l'offre devient paradoxalement intéressante. Car avec un litre d'essence à 1,80 €, par exemple, les 1 320 litres nécessaires pour parcourir 24 000 km ne coûteraient que 2 376 €. Volkswagen accorderait donc 524 € de plus que le montant réellement dépensé en carburant. À 1,70 €/l, l'écart grimperait même à 656 €. Autrement dit, dans ces conditions, les deux années promises pourraient en réalité en représenter davantage. Et contrairement à un crédit carburant, les 2 900 € de remise ne dépendent pas du kilométrage réellement parcouru.

Il faut évidemment nuancer. Les 5,5 l/100 km retenus correspondent à une consommation WLTP, pas nécessairement à celle constatée au quotidien. Un conducteur parcourant davantage de kilomètres, ou consommant 6,5 l/100 km plutôt que 5,5, pourra dépenser bien plus que 2 900 € en deux ans. Sans compter que le prix du carburant fluctue. L'offre ne garantit donc absolument pas deux années de pleins gratuits comme on pourrait le penser, mais elle peut représenter une réduction appréciable selon les habitudes de conduite.

Donc en réalité, entre la moyenne des kilomètres annuels des voitures essence plus basse que celle prise en compte par VW, et un prix de l'essence déjà redescendu, les 2 900 € de remise ne représenteraient pas deux ans, mais près de trois années de carburant !

Pourquoi ne pas simplement annoncer 2 900 € de réduction ?

C'est finalement toute l'ambiguïté de cette opération. Plutôt que de communiquer sur une remise supplémentaire de 2 900 €, Volkswagen préfère la transformer en deux années de carburant gratuit. La somme reste identique, mais la perception du consommateur change complètement. Une réduction de prix se compare facilement avec les offres concurrentes. Deux ans sans payer son essence, en revanche, évoquent une économie bien plus concrète dans le quotidien des automobilistes. Et peu importe que le client parcoure 5 000 ou 25 000 km par an : la promesse publicitaire reste la même, même si sa signification économique varie considérablement.

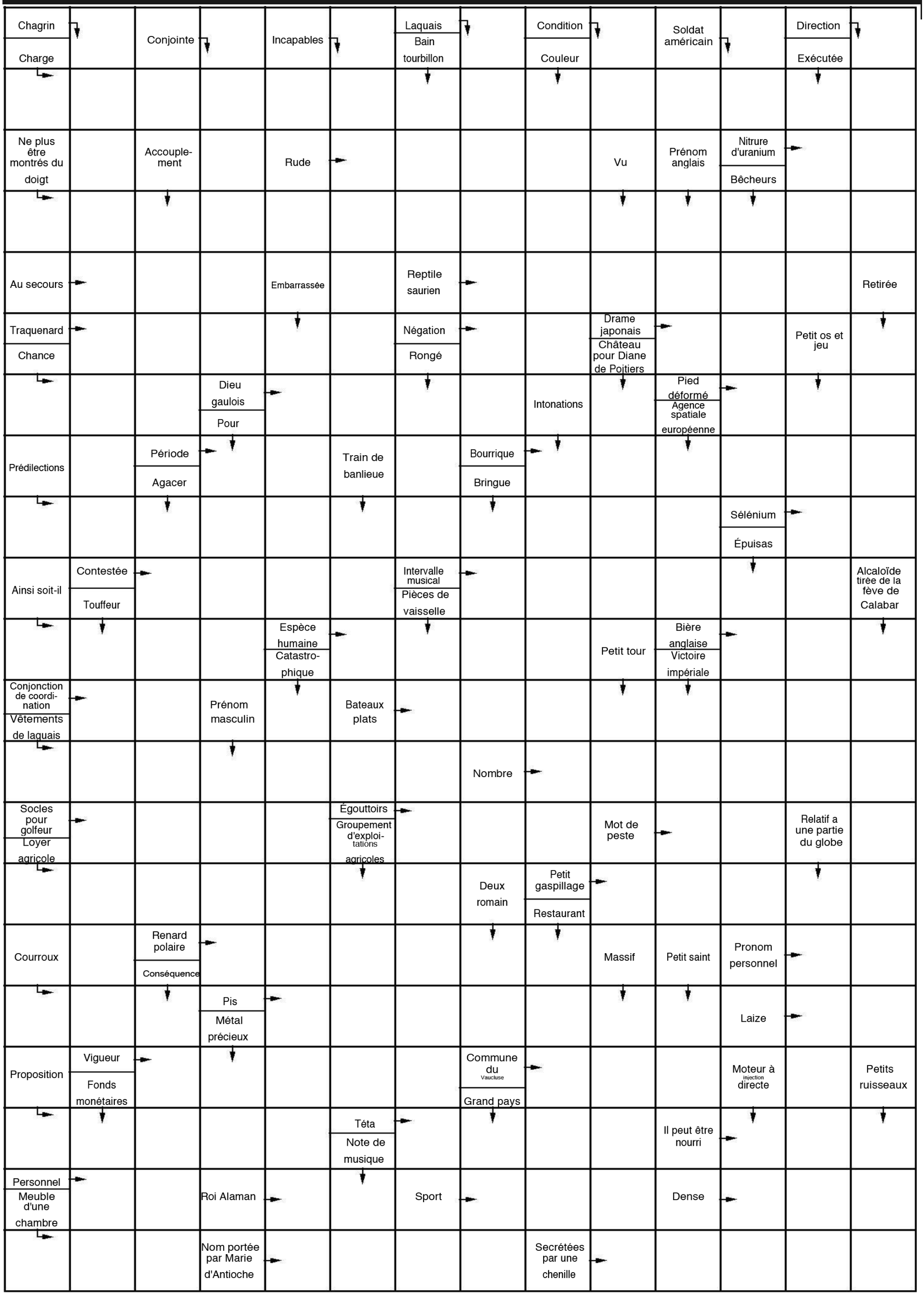
Cette façon de présenter les choses rappelle d'ailleurs une autre opération marketing que nous avions décryptée récemment chez Dacia. La marque roumaine promettait de rouler "presque 40 jours sans faire le plein" avec certains de ses modèles hybrides. Dans un cas, on transforme une autonomie exprimée en kilomètres en nombre de jours. Dans l'autre, une remise commerciale devient une quantité de carburant supposément offerte. Deux démarches différentes, mais une même logique marketing : raconter autrement des chiffres qui, eux, ne changent pas.

La remise de 2 900 € dépasse donc légèrement cette dépense théorique. Mais pour juger de l'intérêt réel de l'opération, mieux vaut comparer le prix final du T-Roc à celui de ses concurrents, plutôt que de se laisser séduire par une promesse de pleins gratuits. Car après les kilomètres d'autonomie transformés en jours chez Dacia, Volkswagen vient de trouver une nouvelle unité pour présenter ses réductions : les années de carburant. Oui sauf que dans les deux cas, le passage à la pompe, lui, reste toujours payant.

Trois roues, trois énergies et un prix dérisoire : cette citadine chinoise ne manque pas d'originalité

C'est un type de véhicule complètement inconnu en Europe, mais pourtant assez populaire en Chine. Huawei s'est associé à un autre constructeur chinois, Huaihai, pour proposer une citadine pas chère, aux antipodes de ce que l'on peut voir sur notre marché. Elle est à la fois électrique, essence et diesel, et les trois énergies peuvent être utilisées en même temps ! S'engouffrant dans une brèche législative, elle ne dispose que de trois roues et coûte moins de 1 400 € neuve. Imaginez une citadine dix fois moins chère que la voiture la plus accessible vendue en France. En Chine, cela existe avec la Huaihai QB15. À ce prix-là, vous aurez même droit à une hybride à prolongateur d'autonomie, avec un moteur électrique, un autre à essence et même du diesel. Oui, les trois à la fois dans un seul véhicule. À ce prix-là, vous aurez également droit à l'interface HarmonyOS développée par Huawei, qui permet d'intégrer une multitude de fonctions connectées dans le véhicule et de le commander à distance via une application dédiée sur smartphone. Pour 10 000 yuans, soit environ 1 340 € au taux de change actuel, les clients devront toutefois faire quelques concessions, aussi bien en termes d'autonomie que de tenue de route. En effet, l'engin ne dispose que de trois roues, et pas dans la configuration la plus stable : une seule à l'avant et deux à l'arrière. De quoi rappeler des souvenirs aux nostalgiques de Top Gear UK et du fameux essai de la Reliant Robin par Jeremy Clarkson. Le risque de finir sur le côté est en réalité bien plus limité que dans l'émission : le véhicule avait été modifié pour être plus instable. Comme Reliant en Angleterre, Huaihai a fait le choix d'une citadine à trois roues pour s'engouffrer dans une brèche législative. En Chine, ces véhicules bénéficient d'une réglementation particulière. Ils sont accessibles avec un permis moto, moins cher et plus simple à obtenir que celui nécessaire pour conduire une voiture classique. La législation est également plus souple. Les homologations sont moins contraignantes, ce qui permet de proposer des véhicules moins chers, même s'ils restent soumis à un contrôle technique similaire à celui des voitures traditionnelles.




Chagrin
Charge
Conjointe
Incapables
Laquais
Bain tourbillon
Condition
Couleur
Soldat américain
Direction
Exécutée
Ne plus être montrés du doigt
Accouple-ment
Rude
Vu
Prénom anglais
Nitrure d'uranium
Bêcheurs
Au secours
Embarrassée
Reptile saurien
Retirée
Traquenard
Chance
Négation
Rongé
Drame japonais
Château pour Diane de Poitiers
Petit os et jeu
Dieu gaulois
Pour
Intonations
Pied déformé
Agence spatiale européenne
Prédilections
Période
Agacer
Train de banlieue
Bourrique
Bringue
Sélénium
Épuisas
Ainsi soit-il
Contestée
Touffeur
Intervalle musical
Pièces de vaisselle
Alcaloïde tirée de la fève de Calabar
Espèce humaine
Catastro-phique
Petit tour
Bière anglaise
Victoire impériale
Conjonction de coordi-nation
Vêtements de laquais
Prénom masculin
Bateaux plats
Nombre
Socles pour golfeur
Loyer agricole
Égouttoirs
Groupement d'exploi-tations agricoles
Mot de peste
Relatif a une partie du globe
Deux romain
Petit gaspillage
Restaurant
Courroux
Renard polaire
Conséquence
Massif
Petit saint
Pronom personnel
Pis
Métal précieux
Laize
Proposition
Vigueur
Fonds monétaires
Commune du Vaucluse
Grand pays
Moteur à injection directe
Petits ruisseaux
Téta
Note de musique
Il peut être nourri
Personnel
Meuble d'une chambre
Roi Alaman
Sport
Dense
Nom portée par Marie d'Antioche
Secrétées par une chenille

PÉTROLE

Le Brent en légère baisse à près de 97,5 dollars le baril

Les cours du pétrole s'affichent en légère baisse lundi, dans un marché toujours attentif à l'évolution de la situation géopolitique internationale. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait 0,88 % à 97,45 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, perdait 0,51 % à 90,37 dollars.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 10 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 198 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes sont décédées et 198 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile.
Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans la wilaya d'Alger, avec un décès et 3 blessés, suite à une collision entre deux véhicules légers, au lieu dit El Kharouba à Hussein dey. Une personne est, également, décédée, suite au dérapage d'une motocyclette sur la route nationale RN 3, dans la commune d'El Khroub (wilaya de Constantine).
Le bilan fait état aussi du décès d'une personne suite au renversement d'un véhicule léger dans la commune d'Ain Beida (wilaya d'Oum El Bouaghi), et d'une autre, suite à une collision entre un camion et une motocyclette, au niveau de la RN 111, dans la commune de Sidi Abderrahmane, wilaya de Tiaret.

BATNA

Coup d'envoi de la campagne labours semailles 2026-2027

Le coup d'envoi de la campagne labours semailles de la saison agricole 2026-2027 a été donné lundi, dans la wilaya de Batna, à l'unité de production agricole chahid Messaoud Bekhouche de la commune de Zana El Beida sous la supervision du wali, Youcef Bechlaoui, en présence des organismes concernés.
Selon les explications données sur site par le directeur des services agricoles (DSA), Ahmed Sebki, cette campagne vise l'emblavure en diverses variétés de céréales d'une surface globale de 80.050 hectares dont 21.598 hectares irrigués.
Tous les moyens matériels et humains ont été mis en place pour le succès de la campagne dont 7.808 tracteurs et engins agricoles, 87.478 quintaux de semences et 5.815 quintaux d'engrais, a ajouté le même responsable. La wilaya de Batna compte 16 points de distribution de semences dans les communes à vocation céréalières et deux antennes au guichet unique au niveau de la Coopérative des Céréales et des Légumes Secs (CCLS) du chef-lieu de wilaya ouvertes dans les deux communes d'Ain Djasser et Boulhilet dans le cadre de l'accompagnement des agriculteurs de la filière. L'occasion a également donné lieu à la présentation d'un exposé sur la dernière campagne moisson battage 2025-2026 à Batna où une récolte de 897.155 quintaux de diverses variétés a été obtenue ainsi qu'à la tenue d'une exposition des organismes concernés dont la BADR, la CRMA et la CCLS.

R E.

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite de travail et d'inspection en 2e Région militaire

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, effectue, à partir de lundi, une visite de travail et d'inspection en 2e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Après la cérémonie d'accueil organisée par le Général-major Mohammed Tayeb Brakni, Commandant de la 2ème Région militaire, "le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du héros martyr Ahmed Boudjenane, dit Si Abbès, dont le siège de commandement de la région porte son nom, de même qu'il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada".
Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la Région, le Général d'Armée Chanegriha a prononcé une allocution d'orientation, suivie par visioconférence, par l'ensemble des personnels de la 2ème Région militaire, dans laquelle il a souligné que "l'Algérie avançait résolument dans le processus de renforcement de ses choix stratégiques".
"L'Algérie, sous la conduite de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et dans le contexte de la dynamique positive actuelle qu'elle connaît à tous les niveaux, avance résolument dans le processus de renforcement de ses choix stratégiques liés au projet de renouveau national, notamment dans le cadre de la consolidation des relations de coopération avec les pays voisins, selon une approche proactive et préventive visant à faire face aux menaces et aux défis communs", a-t-il affirmé.
"C'est dans ce contexte même qu'est intervenue la décision historique de Monsieur le président de la République, d'envoyer une formation militaire dans le nord du Niger, en réponse à la demande des autorités nigériennes", a-t-il ajouté, rappelant que "cette décision, inscrite dans le cadre de l'application des principes constitutionnels, et ayant pour objectif de protéger les installations et les projets énergétiques communs, a été approuvée à l'unanimité par le Parlement, réunissant ses deux chambres, à la fin du mois d'octobre dernier".
Cette décision "reflète la volonté des deux pays et leur conscience de l'importance de protéger ces investissements et infrastructures énergétiques, en particulier dans le contexte des menaces sécuritaires auxquelles est confrontée la région, notamment les activités terroristes et subversives aux ramifications régionales et internationales", a-t-il dit.
Par ailleurs, le Général d'Armée Chanegriha a rappelé que, dans les prochaines semaines, l'Algérie aura rendez-vous avec une échéance électorale importante, à savoir les élections locales, dont "la réussite et le bon déroulement devront être assurés".
"Dans les prochaines semaines, notre pays accueillera une échéance électorale importante, à savoir les élections locales, prévues pour le 28 novembre courant. Il s'agit d'un événement d'importance nationale, une nouvelle étape dans la construction de l'Algérie nouvelle et le renforcement de son régime démocratique", a-t-il poursuivi.
Il a ajouté: "A ce titre, le devoir civique nous impose, au sein de l'Armée nationale populaire, d'exercer notre droit de vote conformément aux lois de la République. De même, nous veillerons à assurer le bon déroulement de ce scrutin national, afin que les citoyens puissent exprimer leurs voix dans un climat de sérénité, de quiétude et de stabilité".
Au terme de cette rencontre, le Général d'Armée Chanegriha a écouté les interventions et les préoccupations des cadres et des personnels de la 2ème Région militaire, "qui ont exprimé leur volonté de poursuivre les efforts et d'accomplir au mieux les missions assignées, notamment en matière de sécurisation des frontières et des approches maritimes, ainsi que de protection du territoire de compétence contre tous les fléaux et menaces", conclut le communiqué.

APS

CONCOURS D'EXCELLENCE DES MÉDIAS ARABES

Bouslimani remet le prix du meilleur reportage télévisé à la lauréate de la Télévision algérienne

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a remis lundi à la journaliste de la Télévision algérienne, Imène Aksel, le prix du meilleur reportage télévisé qu'elle a remporté dans le cadre de la 10e édition du Concours d'excellence des médias arabes 2026, organisé récemment au Caire (Egypte). Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Bouslimani a félicité la journaliste pour cette consécration, qui a honoré l'Algérie et la Télévision algérienne dans le cadre de ce concours auquel ont participé 154 œuvres, toutes catégories confondues, dont 15 œuvres télévisuelles.
Le ministre a également rappelé, dans ce contexte, que l'Algérie n'a eu de cesse de remporter des distinctions dans différents domaines, grâce à ses jeunes talents qui ont honoré le drapeau national aux fora internationaux. De son côté, Mme Aksel a exprimé sa "joie et sa fierté" à la suite de cette consécration arabe, précisant que son reportage porte sur le thème de "la préservation du référent religieux en utilisant l'intelligence artificielle".
La Télévision algérienne, représentée par la chaîne TV Coran, avait remporté ce prix dans le cadre de la 10e édition du Concours d'excellence des médias arabes 2026, organisé autour du thème "Les médias arabes et l'intelligence artificielle : opportunités et défis".
Le prix avait été remis au ministre de la Communication lors de sa participation à la cérémonie de remise des prix, organisée par le Secrétariat général de la Ligue arabe, en marge des travaux de la 56e session du Conseil des ministres arabes de l'Information, au Caire.

APS

RACCORDEMENT DES WILAYAS DE L'INTÉRIEUR AUX STATIONS DE DESSALEMENT

Les préparatifs s'accélèrent en prévision du lancement des projets

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier à Alger, une réunion de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs relatifs à la deuxième tranche des projets de raccordement des stations de dessalement de l'eau de mer aux wilayas de l'intérieur, indique un communiqué du ministère.
Ces projets concernent notamment les stations de dessalement de Tlemcen, Chlef et Mostaganem et visent à élargir la distribution de l'eau dessalée vers les wilayas de l'intérieur, sur des distances pouvant atteindre 250 km, conformément aux orientations du président de la République visant à renforcer la sécurité hydrique nationale.
Lors de cette réunion, le ministre a insisté sur la nécessité de finaliser l'ensemble des préparatifs en vue du lancement de cette deuxième tranche, en accélérant le rythme de réalisation et en veillant au respect des délais impartis. Il a également souligné l'importance d'assurer un suivi permanent sur le terrain et de renforcer la coordination entre les différents intervenants.
À cet effet, il a été procédé à l'examen de la mise en place d'une commission spécialisée chargée du suivi des grands projets stratégiques et de la prise en charge des éventuelles contraintes susceptibles d'entraver leur réalisation.
La rencontre a également permis de faire le point sur l'état d'avancement des projets de raccordement en aval des stations de Fouka 2, Cap Djinet, Ras El-Beyda, Koudiet Draouche et Tighremt. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale visant à diversifier les ressources en eau et à renforcer la complémentarité entre les ressources conventionnelles et non conventionnelles, dans l'objectif de consolider la sécurité hydrique et d'améliorer la continuité du service public de l'eau, particulièrement au profit des wilayas de l'intérieur.

Synthèse R E.